

NON

pôle chômage

TRAVAILLER MOINS POUR TRAVAILLER TOUTES ET TOUS !

Le ministre du Travail Michel Sapin avait bien prévenu : les chiffres des inscritEs à Pôle emploi « seront mauvais » une fois encore et le resteront « pendant plusieurs mois » en dépit des efforts du gouvernement pour stopper « la machine à créer le chômage »...

Un trucage massif

L'existence d'un chômage massif, « l'armée industrielle de réserve » ne date pas de la crise et des politiques d'austérité. Dès le milieu des années 70, le nombre de chômeurEs s'est accru brutalement pour tourner, officiellement, autour des 10%. Et dès le début de cette augmentation, les gouvernements se sont efforcés de brouiller les cartes en modifiant et multipliant les catégories et leurs contours. D'après ces chiffres officiels, le cap des 3 millions de chômeurs aurait été franchi fin septembre 2012. En réalité, il ne concerne qu'une frange des chômeurs : ceux de catégorie A, inscritEs à Pôle emploi n'ayant exercé aucune activité le mois précédent et résidant

en métropole. L'amalgame entre le nombre de chômeurEs et celui des inscritEs à Pôle emploi de catégorie A sert à masquer la gravité de la situation. Car ce chiffre a augmenté de près de 10% en un an, mais la réalité est encore plus dramatique. Rien qu'en rajoutant les DOM-TOM, on arrive au total de 3 259 200 personnes, et en prenant l'ensemble des catégories de Pôle emploi, on arrive à 5 090 500, un chiffre en augmentation de 7,7% en un an. Et sur ces 5 millions d'inscritEs, un peu moins de la moitié, soit 2,47 millions, est indemnisée... et ils sont de moins en moins nombreux à l'être. Les nouveaux modes de calcul, couplés au fait que les nouveaux inscrits ont peu travaillé auparavant, font qu'un demandeur d'emploi

SUITE PAGE 2



PREMIER PLAN
Gaza : Retour sur l'agression israélienne
Page 3



PREMIER PLAN
Notre-Dame-des-Landes : nous ne lâcherons pas !
Page 3



ACTU
Quand le patronat veut « sécuriser » l'emploi...
Page 8

Agenda

29 novembre, meeting du CAC 31, Toulouse. Avec l'intersyndicale de Sanofi Toulouse, ATTAC, CGT, FSU, Solidaire, un représentant de Syriza, un militant portugais, Gérard Onesta (EÉLV), Jean-Luc Mélenchon et Philippe Poutou. RV à 20 h 30 - Parc des expositions - Hall 8

29 novembre, meeting NPA, Rouen. RV à partir de 18 h 30 à la Halle aux Toiles à Rouen. - Table ronde « Quelles résistances pour refuser de payer leurs crises » avec des acteurs et actrices des luttes actuelles (syndicalistes de M-Real, Petroplus, Sanofi, Renault et La Poste, travailleurEs sociaux, Notre santé en danger, Urgence climatique justice sociale, Collectif contre la dette et l'austérité) - Buffet - Meeting / débat avec Christine Poupin, porte-parole du NPA.

30 novembre, meeting NPA, Reims. RV à 20 h 30, Salle Goulin, 6 rue de la Neuville (Tram A et B arrêt Saint-Thomas) Avec Philippe Poutou et une porte-parole des Sodimédical Suivi d'un concert à 22 heures.

1^{er} décembre, réunion publique du NPA 74, Annecy. Thème : « Immigration, Roms, sans-papiers, Expulsion, démantèlement des camps ». RV à 15 heures salle de Malaz à Seynod (banlieue d'Annecy). Débat animé par Yvan Sellier, militant NPA engagé sur le terrain de l'immigration à Grenoble.

1^{er} décembre, l'Hebdo sur Fréquence Paris Plurielle 106.3, région parisienne. La situation au Proche-Orient : 12h-13h avec Jean-Guy Greissalmer de l'UJFP et Julien Salingue.

1^{er} décembre, manifestation contre le chômage et la précarité, Paris. RV à 14 heures place de Stalingrad en direction de la place de Clichy

6 décembre, Les rencontres de La Brèche: Le Venezuela, Paris. RV à 18 h 30 avec Patrick Guillaudat et Pierre Mouterde, auteurs de *Hugo Chávez et la révolution bolivarienne* chez M édition. La Librairie La Brèche, 27 rue Taine 75012 Paris.

8 décembre, jeux coopératifs, Paris. RV à partir de 14 heures, avec des intervenantEs d'« EnVies EnJeux ». La Librairie La Brèche, 27 rue Taine 75012 Paris.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

SUITE DE LA PAGE 1

perd plus rapidement son droit à l'indemnisation. Il faut aussi prendre en compte les bénéficiaires du RSA, dont plus de la moitié ne sont pas inscrits à Pôle emploi, ainsi que les « dispensésEs » de recherche d'emploi : salariéEs malades, en formation ou bénéficiant d'un contrat aidé, seniorEs de plus de 56 ans. Enfin, une partie des personnes qui travaillent à temps partiel n'ont pas le choix. Ce temps partiel subi concerne près de 1,5 million de personnes, dont 70% de femmes. Il faut ajouter les grandEs oubliéEs des statistiques officielles que sont les radiés des listes de Pôle emploi. Les chiffres de Pôle emploi font ainsi état d'environ 200 000 « cessations d'inscription pour défaut d'actualisation » par mois et donc sorties de Pôle emploi. Compte tenu de l'explosion du nombre de chômeurs de longue durée (+9,4% en un an), les découragés de Pôle emploi sont aussi de plus en plus nombreux. Ces personnes finissent par perdre le bénéfice de leurs indemnités chômage, basculent dans les minima sociaux et sortent du marché du travail par découragement. Au total, si plus de 5 millions de personnes sont inscrites dans les différentes catégories de Pôle emploi, il y a au moins 8 millions de personnes recherchant un travail, soit 28% de la population active.

L'urgence sociale et politique

Dans le même temps, les emplois précaires se multiplient et servent de variable d'ajustement partout où le patronat engage des restructurations pour sauvegarder profits et dividendes. Au cœur de ce désastre social, les femmes et les jeunes sont encore

plus frappés. Dans les zones urbaines sensibles, ce sont plus de 40% des 15-24 ans qui sont au chômage et moins d'une femme sur deux âgée de 25 à 64 ans occupe un emploi.

Derrière ces chiffres ce sont des drames humains intolérables. Et donc une urgence sociale et morale, et politique. Les revendications des organisations de chômeurs sont les nôtres. La revalorisation des indemnités, revenus et retraites, l'accès à de vraies formations librement choisies, l'arrêt immédiat des radiations-sanctions, la revalorisation de l'allocation exceptionnelle de fin d'année (dite « prime de Noël ») à 500 euros pour toutes et la réforme de Pôle Emploi (avec plus de moyens pour accompagner les chômeurs avec séparation des deux fonctions d'indemnisation et accompagnement vers l'emploi) : voilà les mesures d'urgence que devrait prendre un gouvernement de gauche.

Mais pour engager une réelle politique de lutte contre le chômage et la précarité, la réduction du temps de travail pour permettre l'accès

de toutes et tous à un emploi stable, l'interdiction des licenciements, la création de postes dans la fonction publique, doivent être à l'ordre du jour, maintenant ! Les 20 milliards de cadeaux du gouvernement au patronat trouveraient là une bien meilleure utilisation.

Robert Pelletier



regards



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARC

Propos recueillis par Jacques Babel

Maroc: « le mouvement du 20 février n'a cessé d'innover avec de nouvelles formes d'actions et d'organisation »

Rencontre avec Souad Guennoun, une militante active sur tous les fronts de lutte au Maroc (mouvement du 20 février à Casablanca, Attac Maroc...). Elle vient de rentrer de sa deuxième visite en Europe où elle participait à la campagne internationale pour la libération des prisonniers politiques marocains. Elle revient sur les luttes politiques et sociales dans son pays depuis le « printemps arabe ».

Il semble y avoir une nouvelle vague de répression au Maroc?

Dans la foulée des révolutions en Tunisie et en Égypte, un mouvement marocain de solidarité avec les peuples en révolution dans la région a dans un premier temps été réprimé par le régime. L'appel à manifester le 20 février 2011 dans toutes les villes et les campagnes avait réussi à rassembler plusieurs centaines de milliers de personnes dans plus de 80 villes et villages. La répression a été forte dès le début dans le Rif, faisant 5 morts, mais la répression n'a fait que renforcer le mouvement de contestation qui ne s'est pas arrêté depuis. Le pouvoir débordé dans un premier temps a voulu jouer la « farce démocratique » : réforme de la Constitution en faisant participer l'intelligentsia, les associations de la « société civile » dont notamment les femmes, les partis et syndicats réformistes, les islamistes... puis des élections qui ont donné un gouvernement mené par un Premier ministre PJD, Benkirane, et une coalition allant du PPS (parti communiste monarchique) à divers droites. La France, principal soutien de cette mascarade, a applaudi, et le label de « Maroc modèle de démocratie dans la région » a rallié les pays de l'Union européenne et les USA. La répression s'est pourtant accélérée, et on compte aujourd'hui au moins 177 détenuEs dans les prisons marocaines. Autre « spécificité » marocaine : la plupart des détenus sont condamnés et jugés comme délinquantEs. Procès truqués, faux témoins et inculpations fabriquées, tortures et sévices ont été dénoncés, y compris par Juan Mendés, rapporteur de l'ONU, lors de sa visite en septembre

2012. Mais rien n'y fait, le nouveau président Hollande continue à soutenir le pouvoir tout comme ses prédécesseurs.

Quels sont les secteurs qui luttent? Sur quelles revendications?

Une marée humaine de différentes générations, de différentes composantes sociales et secteurs de luttes, hommes, femmes, jeunes, ont pris d'assaut les rues pour réclamer la fin du despotisme, de l'impunité, la justice sociale, les réformes économiques sociales et politiques, la répartition des richesses... Depuis, le mouvement du 20 février n'a cessé d'innover avec de nouvelles formes d'actions et d'organisation. Il a réussi à rassembler les mouvements des diplômés chômeurs (ANDCM), les étudiants, les lycéens, les syndicalistes mais plus que tout, le mouvement a réussi à intensifier les luttes paysannes, dans les mines, dans les secteurs de la pêche. Les luttes éclatent dans diverses régions. Par exemple à Ouarzazate, les femmes se sont organisées pour dénoncer la mafia des micro-crédits qui profite de la pauvreté, de l'analphabétisme pour pousser à l'endettement. Dans la même région se trouvent les mines de Bou Azzer, propriété du roi, qui exploitent le cobalt. Le 10 octobre 2012, près de 300 mineurs ont commencé à occuper la mine pour protester contre les conditions de travail et exiger leurs droits : jour de congé, repos, retraite. Les ouvriers dénonçaient aussi le licenciement de 24 mineurs. Malgré les intimidations et menaces, le conflit s'est durci. Soutenu par le syndicat CDT, une grève générale a démarré le 15 octobre à Ouarzazate suite à l'arrestation de 8 ouvriers

pour « entrave à liberté de travail ». Un sit-in a eu lieu devant le siège de la province. 5 mineurs ont été libérés, mais 3 ont été condamnés à 5 mois de prison ferme et 5000 dh d'amende. Avec la mobilisations, ils ont été relâchés mais poursuivis en justice. La lutte continue et un appel à la solidarité internationale est lancé.

La réorganisation du pouvoir entre le clan royal et le gouvernement islamiste ne passe pas auprès de la population...

Dès la nomination du nouveau gouvernement mené par le premier ministre Benkirane, les luttes et manifestations ont continué. Dans les rues, on a de suite dénoncé « Benkirane tu n'es qu'une poupée entre les mains de ton seigneur », un gouvernement de pacotille au service du « makhzen » qui n'a rien à proposer que de gagner du temps et sévir contre les manifestants. Les mobilisations et luttes se poursuivent malgré le climat répressif.

Quel rôle tente de jouer la gauche révolutionnaire dans cette conjoncture?

La gauche est divisée et doit apporter de nouvelles réponses à la crise. Particulièrement la gauche radicale qui, comme en France et partout, doit se rassembler et s'unir autour d'un front de lutte. Les réponses à apporter à la crise mondiale que nous vivons sont locales, régionales et mondiales. Nous devons nous unir et la solidarité est une urgence. Il faut sortir les détenuEs des prisons. Il faut soutenir et briser le silence qui entoure les luttes, il est urgent de faire entendre les voix des sans-voix, éviter les amalgames et les divisions.

GAZA Retour sur l'agression israélienne

Le bilan définitif de la dernière opération israélienne sur la bande de Gaza fait état de 156 morts côté palestinien, et de 6 morts côté israélien. Ces chiffres confirment une fois de plus que, contrairement aux formules diplomatico-médiatiques, nous n'avons pas assisté à une guerre entre Israël et Gaza, mais à une intense campagne de bombardements sur la petite bande côtière, auxquels les groupes armés palestiniens ont tenté de riposter avec leurs faibles moyens militaires.

Provocation israélienne

«Riposter»? N'est-ce pas justement l'armée israélienne qui a «riposté» aux tirs de roquettes, comme nous l'ont répété jusqu'à la nausée les porte-parole du gouvernement et de l'état-major israéliens? De nouveau, les chiffres parlent d'eux-mêmes: aucun civil israélien n'a été tué par des tirs de roquettes dans la période du 29 octobre 2011 au 14 novembre 2012, jour de l'assassinat du dirigeant du Hamas Ahmad Jaabari. En ciblant ce dernier, l'État d'Israël a provoqué la «riposte»: dès le lendemain, trois civils israéliens étaient tués par une roquette. Événement dont le gouvernement Netanyahu s'est servi a posteriori pour légitimer l'opération militaire... alors que c'est précisément celle-ci qui est à l'origine de ces morts. En assassinant Jaabari, l'État

d'Israël a démontré, une fois de plus, que rien ne l'intéressait moins que de parvenir à un accord durable avec les Palestiniens. Jaabari était en effet, en tant que responsable de la branche militaire du Hamas, un élément essentiel du dispositif du Mouvement de la résistance islamique dans la bande de Gaza. Il était celui qui supervisait depuis 2009 le maintien de la trêve avec Israël, avec notamment l'établissement d'une force de 300 hommes chargés d'empêcher les groupes armés de tirer des roquettes, sauf en cas d'agression israélienne. Jaabari était aussi celui qui avait négocié la libération de Gilad Shalit et son «échange» contre 1027 prisonniers palestiniens en 2011.

Une région en mutation

Au-delà des considérants strictement électoraux, le gouvernement Netanyahu a donc sciemment décidé de s'en prendre à l'un de ceux qui incarnaient les changements à l'œuvre dans le Hamas, et notamment le triomphe d'un certain pragmatisme politique. C'est précisément ce pragmatisme qui a permis au Hamas, au cours des dernières années, d'émerger comme un acteur et un interlocuteur politique responsable, loin de l'image véhiculée par certains qui tentent de réduire le mouvement à une bande de terroristes fanatiques. En



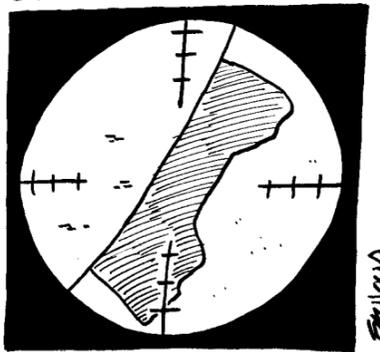
ciblant Jaabari et en provoquant le Hamas, l'État d'Israël espérait probablement pousser celui-ci «à la faute» et ruiner sa quête de respectabilité, particulièrement en phase avec les changements en cours au Moyen-Orient. Rappelons en effet que pour la seule année 2012, le Premier ministre du Hamas Ismaïl Haniyyeh a été reçu très officiellement en Tunisie, en Turquie et en Égypte, tandis que l'émir du Qatar s'est rendu dans la bande de Gaza en octobre dernier. Autant d'indices qui montrent que la région est en train d'être modifiée en profondeur, et que le boycott dont le Hamas avait été victime en 2006 après sa victoire aux législatives a fait long feu. À mesure que le dispositif régional évolue, le Hamas apparaît comme un interlocuteur incontournable, ce qui, à l'heure actuelle, est intolérable pour un État d'Israël qui refuse que les Palestiniens soient dotés d'une

représentation qui tente d'allier poursuite de la résistance et pragmatisme politique.

En s'attaquant au Hamas, Israël a non seulement «testé» le Mouvement de la résistance islamique, mais il a également mis à l'épreuve les régimes arabes, au premier rang desquels l'Égypte. En intervenant immédiatement sans se contenter d'obéir aux consignes israéliennes, le régime égyptien a démontré que le temps d'Hosni Mubarak était en grande partie révolu. Mohammad Morsi n'est cependant pas entré en conflit ouvert avec les États-Unis et Israël, et la trêve arrachée par le président égyptien, qui ne règle pas les questions politiques de fond, est précaire, à l'image de l'Égypte post-Moubarak. Les prochaines (et inévitables) confrontations approfondiront ces contradictions et permettront de mesurer la profondeur des bouleversements en cours dans le monde arabe.

Julien Salingue

GAZA VUE SUR GOOGLE EARTH



AYRAULTPORT DE NOTRE-DAME-DES-LANDES Nous ne lâcherons pas !

Le mouvement anti-aéroport a changé de nature avec la manifestation du samedi 17 novembre à Notre-Dame-des-Landes, avec ses 40 000 manifestants qui ont participé au mouvement de réoccupation. L'opinion bascule, le mouvement prend une ampleur nationale, avec une centaine de collectifs de soutien dans toute la France.

Le gouvernement dans un bourbier

Du côté du pouvoir, les positions se radicalisent. Le projet d'Ayraulport, jusque-là une simple lubie de notables mégalomanes, est désormais revendiqué par l'ensemble du gouvernement et par la droite, devenant ainsi un enjeu politique national. Alors qu'il entendrait imposer une politique d'austérité, la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes devient un test de sa crédibilité à gouverner et de sa capacité à imposer des politiques impopulaires. Pour Hollande, Ayrault et Valls, le danger serait qu'un recul encourage les mobilisations contre leur politique antisociale. À Nantes, l'inauguration cette semaine d'un hôtel de luxe en plein centre-ville résonne dans toutes les têtes: le PS roule pour les nantis. Ils se montrent également déterminés à ne pas se faire déborder sur leur gauche, où se trouvent les forces politiques qui soutiennent le mouvement, et qui pourraient représenter une alternative. La droite, qui soutient le projet d'aéroport, se contente d'observer.

La fuite en avant du gouvernement

Le gouvernement choisit la fuite en avant, le recours massif à la violence. Un choix confirmé par les propos scandaleux de Manuel Valls qualifiant de «kyste» la mobilisation populaire contre l'aéroport. Depuis le vendredi 23 novembre, des centaines de CRS, de gendarmes mobiles ont été lâchés sur la ZAD pour détruire les maisons reconstruites. Mais les forces policières se heurtent à une résistance courageuse et massive des occupants et des paysans unis. Le lendemain, samedi 24 novembre, les résistances se sont amplifiées avec le renfort de milliers d'opposantEs venus de toute la région. La violence policière s'est pourtant déchaînée jusqu'à brûler le matériel médical des occupantEs. Mais le soir, les policiers ont dû reculer, les manifestantEs ont tenu bon !

Libérons la ZAD

Le même jour, 8 000 manifestantEs ont défilé à Nantes. Les slogans «Libérez la ZAD» ou «Ayrault



Dans la matinée du 23 novembre, des affrontements éclatent entre opposants au projet d'aéroport grand-ouest de Notre-Dame des Landes et les gardes mobiles, aux alentours de la ferme du Rosier, lieu emblématique de cette lutte.

démission» ont été massivement repris. À la fin de la manifestation, beaucoup de monde est resté devant la préfecture, malgré un impressionnant déploiement de gendarmes mobiles n'hésitant pas à tirer au flashball à bout portant sur les manifestantEs s'approchant de trop près! Le soir, le gouvernement Hollande-Ayraul, conscient que la lutte est de plus en plus populaire, ont tenté de gagner du temps en annonçant un report des opérations de défrichage et la mise en place d'une vague commission de dialogue. Mais il n'est pas question de discuter tant que touTEs les militantEs et occupantEs gardéEs à

vue ne seront pas libéréEs et que les policiers resteront sur la ZAD. Une condition rappelée par les éluEs du Cédépa (1 000 élus qui «doutent de la pertinence du projet») qui ont obtenu un rendez-vous auprès du préfet ce dimanche, après s'être enchaînéEs aux grilles de la préfecture. Plus que jamais, la priorité est de libérer la ZAD afin d'empêcher que les travaux ne commencent. Ayrault dit «ne pas vouloir se laisser dicter une vision du monde qui n'est pas la sienne». Nous non plus! La lutte continue! Nous en sommes convaincuEs, on va gagner!

CorrespondantEs NPA 44



Par **Manu Bichindaritz**

RÉQUISITION. TOUT SIMPLEMENT

«Nous ne voulons plus de Mittal en France». Par ces mots, le ministre du Redressement productif, Montebourg, a fait dimanche 25 novembre les gros yeux à Lakshmi Mittal qui ne veut pas vendre la totalité du site de Florange, et cela à une semaine de la date couperet du 1^{er} décembre. Quelques jours plus tôt, il avait même osé évoquer «l'éventualité d'un contrôle public, même temporaire» du site de Florange. Certes, on préférera ces déclarations fracassantes, mais calculées, du ministre à la manière de celle de son collègue Michel Sapin, ministre du Travail, qui lui avait répliqué par un révélateur «On n'est plus dans une époque où on nationalise la sidérurgie...».

Pour autant, les gesticulations de Montebourg ne traduisent pas une conversion peu crédible à un quelconque anticapitalisme. En témoignent ces soutiens venus de la direction du Parti socialiste, mais aussi de Borloo ou d'Henri Guaino... qui en sont temps avait accompagné la fermeture de Gandrange. Un spécialiste quoi. En fait, les mots ronflants lâchés ça et là par Montebourg trahissent surtout l'impasse dans laquelle se trouve actuellement le gouvernement sur ce dossier, comme sur bien d'autres. Florange, le site emblématique des engagements non tenus du président Sarkozy, en train de devenir celui tout aussi révélateur des promesses non tenues du candidat Hollande.

Car après «les discours du dimanche», arrivent déjà les premiers reculs. Montebourg se justifie péniblement, se réfugiant maintenant dans la seule critique des méthodes d'Arcelor Mittal. Et mardi 27 décembre, Lakshmi Mittal a même été reçu par Hollande lui-même à l'Élysée.

Pourtant oui, c'est la question du «contrôle public» d'Arcelor Mittal qui est bel et bien posée. Pour éviter une nouvelle catastrophe sociale dans une région déjà sinistrée et maintenir l'emploi pour touTEs les salariéEs de Florange, il faut réquisitionner l'ensemble du groupe France, en refusant de payer une quelconque indemnisation à ce patron qui en a déjà tant touchée. Montebourg parle encore aujourd'hui d'une timide «prise de contrôle public temporaire». Mais même de cela, ce gouvernement en semble bien incapable!

RIFI À L'UMP « La mafia » implose

C'est peut-être autre chose qu'un simple sujet de rigolade mais il faut avouer qu'on se marre ! On ne va quand même pas se priver quand les ténors de l'UMP s'étripent à longueur de communiqués : « mafia » (Fillon), « méthodes de fascistes » (Etienne Pinte), « fraudeurs, tricheurs »... Et la séquence de folie collective continue après l'échec de la médiation de Juppé, le « vieux sage ».

Pour beaucoup de médias, l'opposition Copé-Fillon représenterait, au-delà des ambitions personnelles, deux visions politiques profondément différentes entre, d'un côté une droite « décomplexée » lorgnant vers le FN, de l'autre une droite modérée, plus humaniste, gaulliste. Sans remonter au passé réactionnaire du gaullisme, le bilan des gouvernements Fillon, où les principaux acteurs des deux camps ont tous sévi, est suffisant pour ne pas se tromper sur une supposée modération de qui que ce soit.

Droitisation de la droite

Par contre, du côté de la droite copéiste (même si elle n'en a pas le monopole), la dérive en direction des thèses du FN est réelle. « Pains au chocolat » et « racisme anti-blanc » s'ajoutent au succès de la motion de la « Droite forte ». Votée en même temps que la primaire, cette motion arrive en tête, avec 28%. Animée par Geoffroy Didier, ex-conseiller de Hortefaux et par Guillaume Peltier, ex-membre du FN, ex-MNR et ex-villieriste, ce courant développe un programme qui est un quasi copier-coller de celui du FN. Si on ajoute les 10% pour la motion de la « Droite populaire », autre soutien de Copé et qui avait organisé l'année dernière l'apéro « saucisson pinard » à l'Assemblée, cela commence à faire beaucoup.

Dernière indication de cette dérive, la comparaison instructive entre les départements qui ont voté majoritairement pour Copé et ceux qui ont donné des scores importants pour Marine Le Pen car ce sont souvent les mêmes (voir le site www.ipolitique.fr).

L'original et la copie

Pour des politiciens comme Copé, ce nouvel alignement relève sans doute davantage d'une tactique pour revenir au pouvoir après une longue série de défaites électorales. Gagner une partie des militants d'extrême droite comme Peltier et « tolérer » des alliances locales ponctuelles avec le FN, le pari semble risqué. L'idée que les gens « préfèrent l'original à la copie » n'a pas été démentie et pour l'instant les dirigeants du FN parlent de leur côté sur une implosion de l'UMP et sur la venue sur leurs propres positions de pans entiers de ce parti. Le scénario à l'italienne d'un alignement d'un parti fasciste sur les positions d'une droite dure ne semble pas être immédiatement à l'ordre du jour.

Pour une partie des fillonistes, l'option de gouverner au centre en rejetant toute alliance avec le FN leur semble plus appropriée. L'ennui pour eux est que ce terrain est de plus en plus occupée par un PS qui continue à se droitiser et peut-être demain par un Borloo qui commence à se placer. Les divisions parmi ceux qui nous dirigent nous intéressent toujours mais à condition que notre camp soit capable d'en profiter comme par exemple lors de l'opposition entre Villepin et Sarkozy pendant le mouvement contre le CPE. C'est donc à la reconstruction d'un mouvement d'un même niveau de détermination que nous devons tourner toutes nos forces, un mouvement qui regrouperait tous les gens qui subissent les conséquences de la crise et les attaques du patronat et du gouvernement actuellement à son service.

Ross Harrold

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES Les manifs, et après ?



Les 24 et 25 novembre, des manifestations contre les violences faites aux femmes se sont déroulées dans de nombreuses villes de France. Des violences qui ne diminuent pas, et semblent même s'aggraver au vu des dernières statistiques.

À Paris, les manifestantEs étaient 2000 selon la police, 4000 selon les organisations ; un chiffre stable d'année en année, comme globalement sur l'ensemble du territoire, qui acte la difficulté du mouvement féministe à mobiliser au-delà de ses forces militantes. Pourtant, cette année comme les années précédentes, après DSK, l'affaire des viols de Créteil dont les accusés ont été relaxés ou condamnés à des peines minimales, avait secoué l'opinion publique et été largement relayée par les médias. Preuve s'il en est qu'une vague compassionnelle et un battage médiatique ne font pas un mouvement durable.

Campagne contre le viol

Cette année, de nombreux médias, y compris des magazines féminins, avaient sorti des dossiers sur les violences, notamment conjugales et/ou sexuelles. Le *Nouvel Obs*, tentant de renouer avec son histoire féministe marquée par la publication du Manifeste des 343 salopes (pour le droit à l'avortement), a lancé une grande campagne contre le viol, avec un nouveau manifeste initié par Clémentine Autain : 313 femmes déclarent avoir été violées. Le principe est le même, avec des personnalités (voire des people) qui se font ainsi héritières de Simone de Beauvoir et des

femmes dont le courage avait la dimension supplémentaire de se mettre hors la loi. Ce manifeste-ci a l'avantage de faire le point sur un certain nombre de clichés, comme celui du violeur inconnu avec un couteau dans une ruelle sombre, en rappelant que dans l'écrasante majorité des cas la victime connaît son agresseur : c'est un compagnon, un ex, un membre de la famille, un patron, un collègue ; et que l'arme est plus souvent le chantage ou la menace qu'une lame.

Annonces gouvernementales

À l'occasion du 25 novembre (on admirera la ponctualité, manifestement les politiques doivent attendre une échéance médiatisée pour proposer des lois pourtant urgentes), François Hollande a présenté un projet de « plan global » avec une « loi-cadre », réclamée par l'ensemble du mouvement féministe, pour l'été 2013. Parmi les mesures annoncées : l'amélioration de l'ordonnance de protection, qui impose l'éloignement en urgence d'un conjoint violent, et la simplification et l'accélération des procédures. Un dispositif, d'une part d'information des victimes, d'autre part de formations des personnels de police, de santé et d'éducation devrait permettre d'améliorer l'accueil des victimes. Enfin, sur le logement, un tiers des futurs logements d'urgence seraient réservés

aux femmes victimes de violences, ainsi que des appartements dans les logements sociaux. Ceci serait dans l'ensemble positif – bien qu'insuffisant – mais suppose que le gouvernement se donne les moyens d'une telle politique. Les futurs logements d'urgence étant chiffrés à 5000, un tiers c'est bien en-deçà des besoins, sans compter qu'il n'est toujours pas prévu que les femmes puissent s'y réfugier avec leurs enfants. Par ailleurs, les services publics, en particulier de santé, de la petite enfance, ou d'éducation, sont toujours soumis au rouleau compresseur des politiques d'austérité menées tambour battant par le gouvernement, et dont les conséquences sont d'abord assumées par les femmes (fermetures de postes dans les fonctions publiques les plus féminisées, retour au foyer pour garder les enfants ou les parents malades, restrictions d'accès aux soins, à l'IVG et aux maternités...). Enfin, les femmes sans-papiers sont toujours extrêmement vulnérables aux violences à cause de la xénophobie d'État que François Hollande entretient autant que son prédécesseur.

L'urgence est donc à la reconstruction d'un mouvement féministe de masse qui puisse imposer ses revendications sans se laisser amadouer par quelques mesures gouvernementales très insuffisantes.

Chloé Moindreau

HOLLANDE Cafouillages et reculs

Heureusement pour Hollande et Ayrault que la droite assure le show ! Après avoir offert 20 milliards en cadeau au patronat, que pouvait-on attendre de ce gouvernement ? Rien évidemment. Même pas un peu de cohérence dans sa politique.

Après un week-end plutôt réactionnaire à Paris avec un manif de droite un jour, de traditionalistes et de fachos l'autre jour, point de force de conviction d'Hollande mais de lamentables balbutiements pour expliquer aux maires que bien sûr leur liberté de conscience peut s'exercer puisqu'ils peuvent déléguer. Et de bredouiller le lendemain que la liberté de conscience ne serait pas dans le texte et que, bref, il s'était un peu emmêlé les pinceaux en utilisant des propos entendus dans la bouche des opposants à la loi. OK donc, merci François, c'est visiblement plus simple de doper la compétitivité des entreprises à la sauce Medef que d'accorder des droits égaux pour toutes et tous. Même sur la question des rythmes scolaires à l'école, c'est la mélasse.

Alors que le retour à la semaine des quatre jours et demi apparaissait pour Peillon comme un point déterminant à mettre en place dès la rentrée 2013, voilà qu'Hollande estime finalement que ça peut se faire « piano », sur deux ans. Mais il offre quand même un fonds spécifique de 250 millions d'euros pour accompagner les collectivités qui mettront en œuvre la réforme des rythmes scolaires en septembre 2013.

Du mauvais côté

Bien sûr, ces deux cafouillages ne sont pas équivalents. Dans le premier cas, il s'agit de constater qu'un seul week-end sur fond de retour à l'ordre moral suffit à faire patiner le président. Dans le second cas, c'est bien plus anecdotique dans la mesure où le principal problème aujourd'hui dans l'Éducation nationale, c'est



plus que jamais le manque de postes. Tout cela est néanmoins représentatif d'un gouvernement qui décidément, sur tous les sujets, penche toujours du mauvais côté, côté qui n'est jamais celui de la défense des salariéEs et des droits démocratiques...

Alors pas de doute, c'est heureux pour Hollande et Ayrault qu'il y ait la grande parade de l'UMP pour faire oublier qu'au-delà des confusions et autre pseudo couacs, ce gouvernement est à combattre bien plus qu'à railler.

Denise Sarraute

POLITIQUE EXTÉRIEURE **Début de retrait d'Afghanistan, pas de l'Otan !**

La semaine dernière, les troupes françaises dites combattantes se sont retirées de la Kapisa, région d'Afghanistan où elles étaient concentrées. Après leur départ à la fin de cette année, deux ans avant le délai initialement prévu par l'Otan – fin 2014 –, il restera encore 1 500 soldats français qui formeront et encadreront les troupes afghanes toujours dans le cadre de l'Otan, sous la direction des USA, un cadre imposé pour le gouvernement Hollande.

« **M**ission exaltante », « exceptionnelle aventure » s'exclamaient le général Haucloque-Raysz, commandant de la force La Fayette, force qui a connu 54 morts (sur les 88 soldats français morts dans cette sale guerre depuis 2001). Vantardise stupide et cynique d'un militaire qui ne peut reconnaître l'échec évident et annoncé de l'occupation. En 2007, Sarkozy avait décidé à la demande des Américains d'augmenter le nombre de soldats au mépris de ses promesses de campagne. Après la mort le 20 janvier 2012 de cinq soldats français sur une base militaire de cette province de Kapisa, Sarkozy s'était prononcé pour un retrait anticipé des troupes françaises combattantes qu'il fixera à 2013. En mai, François Hollande l'a avancé à la fin 2012. La guerre devient au-dessus des moyens de l'État français : la seule année 2012 aura coûté 500 millions d'euros. Mais ce retrait partiel n'est en rien une rupture avec la politique de l'Otan : la France ne se retire pas pleinement et entend défendre ses intérêts ou plutôt ceux de ses multinationales dans la reconstruction du pays, sous la houlette et dans le cadre de l'Otan.

Maintien dans le commandement militaire de l'Otan

Quand il était dans l'opposition, le PS avait critiqué Sarkozy pour sa décision de revenir dans le commandement militaire intégré de cette dernière, il n'est plus question aujourd'hui de contester cette décision. Hollande a demandé à Hubert Védrine un rapport sur la question. Ce dernier se félicite que la participation française aux structures de l'Otan soit passée de 242 à 925 militaires avec, en prime, l'octroi de postes importants comprenant notamment un des deux commandements « suprêmes » auprès du secrétaire général.

Lors du dernier sommet de l'Otan à Chicago, Hollande s'est aligné sur le Pentagone. Il ne s'en différencie que pour faire du zèle, là

encore à la façon Sarkozy, mais cette fois sur la Syrie. Après avoir été le premier à reconnaître la Coalition nationale syrienne, Hollande déclarait il y a peu : « Je ne veux pas dissimuler l'importance de cette question, à la fois le besoin qu'ont les Syriens de disposer de moyens militaires mais aussi le contrôle que la communauté internationale doit assurer ». Et cela, au moment où l'Otan se prépare à répondre positivement à la demande de la Turquie de missiles antimissiles Patriot à la frontière avec la Syrie.

En Afghanistan, comme hier en Libye ou aujourd'hui en Syrie, l'État français, que ce soit la droite ou la gauche au gouvernement, se bat pour tenir sa place dans l'Otan afin de défendre ses intérêts impérialistes.

Yvan Lemaitre



OTAN: HOLLANDE MARCHE DANS LES PAS DE SARKOZY



OBAMA EN ASIE Diplomatie libérale et redéploiement militaire

Le premier voyage à l'étranger de Barack Obama après sa réélection aura été une tournée de trois jours en Asie. « Alors que nous achevons les guerres qui ont dominé notre politique étrangère pendant une décennie, cette région sera le centre de nos efforts pour bâtir une paix prospère », a-t-il déclaré, voulant tourner la page des échecs des guerres en Irak et en Afghanistan en vue d'un redéploiement économique, diplomatique et... militaire en Asie face à la Chine.

« **L**es États-Unis sont une nation du Pacifique. Nous voyons notre avenir lié à ces nations et ces peuples (...). Alors que notre économie se redresse, c'est là qu'elle trouvera la croissance ». Ce voyage se veut une réponse à la démagogie chauvine contre la Chine, qui a été une rengaine des Républicains durant la campagne présidentielle. Obama se pose donc en « premier président du Pacifique », selon sa propre expression. Sa réponse combine offensive libérale économique et commerciale et redéploiement diplomatique et militaire, à l'heure où les tensions entre la Chine et le Japon s'exacerbent à propos de la propriété d'un petit archipel en mer de Chine orientale.

Tournée des popotes

Cette visite ressemble à une tournée des popotes, comme sa première étape, la Thaïlande, pièce cruciale du dispositif militaire américain. Ses bases aériennes et ses ports sont chaque année le théâtre d'imposantes opérations orchestrées par l'armée américaine comme celles de 2011, Cobra Gold, qui a mobilisé 13 000 soldats de 24 pays. Cette visite participe aussi de la volonté de gagner de nouvelles marches pour l'empire, en Birmanie ou au Cambodge où aucun président américain en exercice ne s'était jusqu'alors rendu. Obama a apporté sa caution au régime de Rangoon au nom du pragmatisme diplomatique : « si nous attendions jusqu'à ce qu'ils aient atteint la démocratie parfaite, je pense que nous devrions attendre horriblement longtemps. »

Il s'est cependant donné une image de démocrate en rencontrant Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la Paix désormais députée. Au Cambodge, devant le sommet d'Asie de l'Est qui a réuni des dirigeants de l'Asean (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), l'Inde, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, il a souligné la double préoccupation, économique et militaire, des USA vis-à-vis de l'Asie.

Alliances commerciales et rapports de forces

Il a répondu aux sollicitations du Premier ministre japonais Yoshihiko Noda pour qui « la situation sécuritaire en Asie de l'Est s'étant aggravée, l'alliance entre le Japon et les États-Unis revêt une importance accrue ». Pour dans le même temps afficher son ouverture vers la Chine : « Il est très important que les deux plus grandes économies du monde que nous sommes travaillions à établir des règles claires au niveau international pour le commerce et l'investissement, ce qui peut accroître la prospérité et la croissance mondiale » a déclaré Obama à Wen Jiabao, le Premier ministre chinois. Ce dernier lui a fait écho, estimant que les « différences et désaccords » avec les États-Unis pouvaient être réglés par le commerce et l'investissement...

Déclarations de bonnes intentions libérales réciproques, derrière lesquelles chacun déploie son offensive diplomatique sans oublier les rapports de forces... militaires.

Y.L.

ARGENTINE Succès de la grève générale

C'est un tournant dans la situation politique. Le 20 novembre on a assisté en Argentine à la première grève générale contre le gouvernement Kirchner, au pouvoir depuis 2003. La présidente Cristina Kirchner est une « progressiste » proche de Chavez. Cette grève révèle un début de rupture entre la classe ouvrière et la jeunesse d'un côté, et un gouvernement nationaliste et bonapartiste de l'autre.

La crise mondiale du capitalisme touche aussi l'Argentine, même si Kirchner proclame haut et fort que sa politique préserve le pays de ses effets. Il y a un recul de l'activité économique et les indicateurs sont au rouge. Le gouvernement essaie de s'appuyer sur sa nature plébiscitaire, mais il est en recul. Le régime s'appuie sur le contrôle du mouvement ouvrier et si nécessaire sur la répression. Il a organisé cet embrigadement avec la collaboration de la vieille bureaucratie syndicale. Mais cela tombe en lambeaux. Il y a aujourd'hui en Argentine cinq centrales syndicales. Par ailleurs, le phénomène dominant est le renforcement d'un nouveau mouvement ouvrier. Beaucoup de syndicats de base ont été conquis par la gauche et les

tendances « lutte de classes » ; dans les usines, les délégués syndicaux s'organisent contre la politique des directions syndicales nationales.

Réplique ouvrière

La grève du 20 novembre est avant tout l'expression d'une lutte revendicative, sous l'impulsion des noyaux combattifs. Trois des cinq centrales syndicales ont appelé à la grève pour faire une démonstration de force contrôlée. La grève fut beaucoup plus importante et active que prévue : paralysie d'une grande partie de l'activité, intervention des « piquetes » des militants dans les rues, mobilisation des délégués dans les usines.

Continuité ou rupture avec le « cacelorazo » du 8 novembre ? Ce jour-là, des centaines de milliers

de personnes avaient manifesté dans les rues contre le gouvernement, avec une présence majoritaire des classes moyennes, à l'appel des organisations de l'opposition de droite. Une partie de la gauche avait aussi appelé à manifester. Il y a une certaine continuité entre le 8 novembre et le 20 novembre, parce que ces deux journées constituent la manifestation du mécontentement, avec présence de la population dans les rues et une assemblée politique permanente. Tout le contraire d'un régime bonapartiste. Mais domine la rupture entre ces deux dates, car le 20 novembre est la réplique ouvrière à un 8 novembre bourgeois et petit-bourgeois. Il exprime une tendance à l'intervention indépendante et à la lutte du mouvement

ouvrier face à la crise capitaliste. L'évolution des luttes sociales et politiques de la classe ouvrière en Argentine doit être observée avec beaucoup d'attention par toutes les forces militantes et anticapitalistes. On est en train d'assister à une nouvelle période de la lutte des classes, marquée par la convergence entre le mouvement ouvrier combatif et la gauche révolutionnaire. Cette gauche s'exprime en particulier dans l'accord unitaire du FIT (Frente de la Izquierda y los Trabajadores) auquel participent le Parti ouvrier, le PTS et la Gauche socialiste. Il s'agit de l'émergence d'une alternative politique qui devrait éviter que les exploités de l'Argentine soient une nouvelle fois à la remorque des forces bourgeoises.

Marcelo N.

Le 19 septembre 2012 étaient publiés dans la revue scientifique américaine «Food and Chemical Toxicology» les résultats d'une étude menée par le Professeur Gilles-Éric Séralini avec le Criigen (Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique), études concernant un maïs GM (NK 603) et un herbicide, le Roundup. Les photos de rats déformés par d'énormes tumeurs ont fait le tour du monde. Cela conforte le NPA dans son opposition à la culture des plantes génétiquement modifiées (PGM) et à leur incorporation dans l'alimentation humaine et animale, mais c'est aussi pour nous l'occasion de faire le point sur cette question.

Dossier coordonné par la commission nationale écologie du NPA

Un scandale mis à nu!

L'étude menée sur deux ans a montré que des rats, nourris avec une alimentation comprenant du maïs NK 603 (traité ou pas avec du Roundup) ou exposés à du Roundup seul, développaient des tumeurs et étaient frappés par des pathologies lourdes. Le Professeur Séralini a noté que les gènes et la structure des cellules étaient affectées par la transgénèse. Quant aux affections dont le glyphosate était déjà tenu pour responsable – obésité, infertilité et maladies du cerveau – il faudra donc y ajouter tumeurs et autres affections morbides.

Deux des financeurs de cette étude sortent du lot: Auchan et Carrefour. On ne les savait pas si concernés par la santé humaine... En fait ils ne veulent pas revivre une crise sanitaire comme celle de la vache folle, qui provoquerait une baisse de leurs ventes et pourrait les amener devant les tribunaux pour empoisonnement.

Lynché par ceux qui sont visés!

La publication de cette étude a donné lieu à un véritable lynchage médiatico-scientifique. Académies, agences de sécurité et experts, tous ont jeté l'opprobre sur le travail du Pr Séralini. Il ne fait pas de doute que cette étude souffre de certaines faiblesses et que les limites financières et les tailles d'échantillons ne permettent pas de tirer de conclusions définitives, et il faut donc refaire ces expériences dans des conditions qui ne puissent pas susciter la polémique. Mais ceux qui critiquent Séralini le plus violemment sont les mêmes qui ont autorisé ce maïs. Pourtant, le dossier présenté par Monsanto présentait lui aussi de sérieuses lacunes dans son protocole et on sait que Monsanto n'hésite pas à truquer les données pour obtenir une homologation. Ce double langage discrédite donc totalement leurs auteurs.

Au-delà des résultats, cette étude remet en cause tout le système d'évaluation conduisant aux autorisations de mise sur le marché:

- Les études sont menées dans la confidentialité en l'absence de toute transparence.
- Les protocoles d'expérimentation sont déterminés par l'industriel en fonction de ses besoins. Il est d'ailleurs piquant de voir que certains critiquent la souche de rats utilisée alors que c'est la même utilisée par Monsanto.
- Les firmes décident de la durée des tests, en général 90 jours pour les OGM et les pesticides, alors que l'on sait que leurs effets doivent être étudiés sur le long terme.

Les conflits d'intérêts au sein des agences de sécurité sont flagrants: on a ainsi vu l'ancienne présidente de l'Agence Européenne de sécurité des aliments rejoindre le lobby des biotechnologies. Les experts et les chercheurs font leur carrière entre le public et le privé, parfois les deux ensemble.

• Le principe d'équivalence, qui fait que les propriétés des PGM en tant qu'aliments ne sont pas étudiés sous prétexte qu'une tomate GM est une tomate, ne repose sur aucune démonstration scientifique

Des mesures d'urgence immédiates!

Les PGM n'ont pas leur place dans une agriculture respectueuse de la biosphère et de la santé humaine. Il faut prendre des mesures conservatoires immédiates:

- ★ le maïs NK 603 doit être retiré du marché
- ★ une nouvelle étude, financée par Monsanto, doit être menée par un organisme indépendant dans des conditions qui ne permettent pas de douter de sa fiabilité
- ★ la législation européenne doit être revue avec deux principes, la santé humaine et le respect de l'environnement
- ★ toutes les PGM déjà sur le marché doivent faire l'objet d'études indépendantes qui garantissent leur innocuité. Ces études doivent être étendues aux pesticides et à leurs adjuvants
- ★ toutes les études de mise sur le marché devraient être prises en charge par la recherche publique mais financées par les demandeurs. Cela pourrait être le rôle de l'Inra, ce qui implique de remettre en cause ses liens avec l'agriculture productiviste et l'industrie des OGM en particulier
- ★ une loi doit être votée pour protéger les lanceurs d'alerte comme Séralini
- ★ les lobbies ne doivent plus avoir leur place dans les instances publiques
- ★ des études plus poussées doivent être menées sur les effets des produits chimiques sur la santé. Les cancers les plus fréquents en France sont maintenant ceux des voies digestives. Pourquoi? La maladie de Parkinson vient d'être reconnue comme maladie professionnelle dans l'agriculture, du fait de l'exposition aux pesticides, mais les ouvriers agricoles et les agriculteurs ne sont pas les seuls à être exposés à ces substances!

N'oublions pas que nous disposons malheureusement d'expériences à ciel ouvert. L'étude des animaux d'élevage aux USA montre qu'il n'y a pas équivalence entre GM et non-GM. Les animaux souffrent de carences et on note une hausse de cancers chez les bovins nourris à la luzerne GM. Pour le glyphosate, on a des cobayes humains, les Argentins. Que les critiques de Séralini qui ont l'indécence de pleurer sur le sort des rats qui auraient dus, selon eux, être euthanasiés plus tôt, s'intéressent un peu aux villageois voisins des cultures de soja GM dans ce qui est devenu le pays du soja. La liste des maladies dont ils souffrent fait froid dans le dos et inclut cancers, maladies neuro-dégénératives et malformations prénatales.

Ce scandale des OGM met à nu notre système prétendument démocratique et révèle sa vraie nature, une ploutocratie qui utilise les experts comme cache-sexe.



PHOTOHÉQUE ROUGE/BABAR

OGM ON A BIEN RAIS DE FAUCH

Ils privatisent le vivant pour cont

Le métier de Monsanto, c'est l'industrie chimique: PCB, agent orange, aspartame... Ce qui compte, c'est le fric, pas la santé. Et avec les PGM RR, c'est le jack-pot. Ils gagnent en vendant les semences et en vendant le désherbant associé. Et c'est à vie! À cause des brevets, les paysans ne peuvent pas semer ce qu'ils ont récolté l'année précédente. Et Monsanto n'hésite pas à poursuivre ceux qui ne paient pas les royalties, y compris ceux dont le champ a été contaminé par les PGM du voisin.

La dictature des semenciers

Après avoir exploité les travailleurs et épuisé les ressources minières, le capitalisme s'attaque à la biosphère, aux biodiversités naturelle et variétale, issues du travail de centaines de générations d'éleveurs et paysans. Le seul but des semenciers: ôter toute autonomie aux paysans et les forcer à acheter chaque année semences et intrants. Le gène Terminator (temporairement mis de côté) qui empêche les graines récoltées de germer est la solution ultime pour que les paysans soient totalement dépossédés de leurs savoir-faire et indépendance. Quatre sociétés se partagent 53% des semences mondiales: deux américaines (Monsanto et DuPont), une suisse (Syngenta) et une «coopérative» française

(Limagrain). Leur but n'est pas de libérer les petits paysans mais de les asservir. Obligés d'emprunter pour acheter semences, pesticides et intrants, ceux-ci sont à la merci du moindre aléa climatique, et dans l'incapacité de rembourser, ils préfèrent se suicider, comme l'ont fait des milliers de petits paysans indiens en ingurgitant ces mêmes pesticides qui les ont conduits à la misère. Les rendements annoncés sont rarement au rendez-vous. Les PGM sont développées pour des conditions de culture bien particulières et ne sont pas adaptées aux conditions climatiques et culturelles des petits paysans indiens ou africains.

Une catastrophe agricole

Les conséquences démocratiques et écologiques sont catastrophiques. La spécialisation agricole est telle que chaque continent est dépendant des autres. À l'Amérique du Sud le soja GM, aux USA le maïs GM, à l'Europe le blé. Cette spécialisation ne permet pas la rotation des cultures. Les légumineuses (source d'azote) sont exclues des rotations en France alors que les alternatives au soja existent: féverole, pois, luzerne, trèfle. La monoculture du soja en semis direct sans travail du sol (technique pourtant intéressante dans le cadre d'une rotation) en Amérique du Sud a provoqué un

Glossaire

Bt Bactérie bacillus thuringiensis produisant des toxines insecticides. Les PGM Bt sécrètent des insecticides.

Cisgénèse Introduction d'un gène d'une plante dans le génome d'une autre plante proche, par exemple un gène de patate non comestible dans une patate comestible.

Glyphosate Désherbant total foliaire.

GM Génétiquement modifié.

Maïs NK 603 Variété de maïs transgénique tolérant le glyphosate.

Mutagenèse aléatoire Bombardement des gènes pour les transformer. L'Europe reconnaît que cette technique donne lieu à des OGM mais l'exclut de la réglementation des OGM!

OGM Organisme génétiquement modifié. Le terme regroupe les PGM mais aussi d'autres organismes (bactéries, champignons) qui sont utilisés par la recherche fondamentale et par l'industrie pharmaceutique, la production d'insuline par exemple.

PGM Plante génétiquement modifiée.

Roundup Nom commercial du glyphosate de Monsanto.

RR Roundup ready : PGM tolérant le Roundup.

Tournesol SU7 Tournesol mutagénique tolérant les herbicides à base de sulfonyleurée, cultivé cette année en Isère.

Transgénèse Introduction d'un gène étranger dans le génome d'une plante, par exemple un gène de scorpion dans le maïs.

VAIT
ON
ER!

Avec Monsanto, tout le monde mange à sa faim ?

Les PGM seraient la solution pour réduire l'usage de pesticides et éradiquer la faim dans le monde... selon les industriels. Les PGM rentrent dans deux catégories. 59% sont tolérants à un herbicide : si Monsanto a développé le premier maïs-GM, c'est pour pouvoir écouler son herbicide Roundup, pas pour en réduire la vente ! Ces PGM peuvent être pulvérisés sans en souffrir et deviennent des éponges à herbicide. 15% sont capables de produire un insecticide. Dans le cas du maïs contre la pyrale, cet insecticide tue tous les papillons. Les 26% restants cumulent deux caractères ou plus.

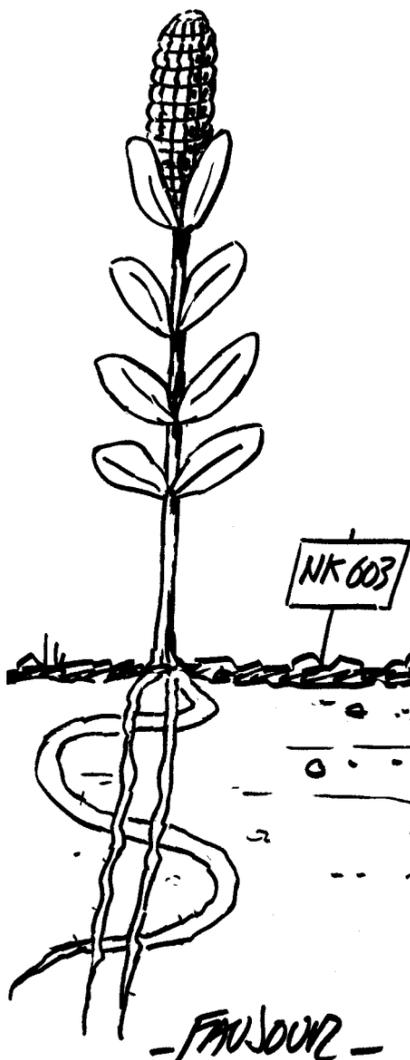
Des plantes conçues pour résister... et vendre des herbicides !

Les statistiques US en termes d'utilisation de pesticides sont alarmantes : les cultures de PGM nécessitent plus de pesticides que les non-GM (en 2008, +12% pour le maïs et +237% pour le soja) et les épandages de pesticides sont en hausse constante (entre 1996 et 2008, +21% pour le maïs GM et +85% pour le soja GM). Pourquoi ? C'est la faute à Darwin ! Certaines plantes indésirables que le Roundup est supposé éliminer deviennent résistantes. C'est le cas d'une vingtaine de plantes aux USA. Mais ce chiffre est trompeur car une plante est considérée comme résistante si elle survit à quatre fois la dose conseillée d'herbicide ! En tenant compte des plantes résistantes à une seule dose, on passe à plus de trois cents. Ainsi l'amarante de Palmer qui adore les engrais azotés, peut porter plusieurs centaines de milliers de graines par plant, supporter les grosses chaleurs. Ses pieds sont si coriaces que les moissonneuses-batteuses s'y cassent les dents. Qu'ont fait les agriculteurs face à cette invasion ? D'abord, augmenter la dose d'herbicide, et ainsi éliminer certaines plantes, mais celles qui ont résisté, n'ayant plus de concurrence, se sont multipliées de plus belle.

Monsanto a alors conseillé un autre de ses désherbants, proche de l'agent orange dont les Vietnamiens souffrent encore aujourd'hui. Depuis, la firme développe des PGM résistants à deux herbicides différents. C'est donc la fuite en avant et la hausse de l'utilisation d'herbicides. Les agriculteurs en sont réduits à faire arracher les amarantes une à une

avec des outils manuels par des étudiants ou des chômeurs. Des phénomènes d'adaptation similaire se sont produits avec les insectes ravageurs du coton ou du maïs.

LES RACINES DU MAL



Des PGM pour quoi faire ?

Après la révolution verte censée éliminer la faim avec le succès que l'on sait, c'est au tour des PGM avec des résultats tout aussi peu concluants. D'après la FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture), 868 millions de personnes sont en état de sous-nutrition, l'équivalent des populations des USA, du Canada et de l'Europe réunies, et 5 millions d'enfants meurent de faim annuellement.

Pourtant un tiers de la production agricole est gaspillée, par gabegie dans les pays riches ou par manque d'infrastructure dans les pays pauvres. La production actuelle pourrait nourrir toute la population et même les 9 milliards projetés pour 2050. En réalité, ce sont les politiques agricoles des pays riches qui sont les premières responsables de la faim dans le monde. Elles inondent les pays en développement de leur production les empêchant de maintenir une agriculture de subsistance. Et la spéculation sur les denrées alimentaires crée des pénuries artificielles.

Si les PGM ne nourrissent pas les pauvres, qui nourrissent-elles ? Quatre plantes se partagent le palmarès mondial (99% en 2011) à elles seules. Ignorons le coton (15%) qui n'est pas comestible. Le soja (47%, premier pays producteur : Argentine), destiné à l'alimentation animale pour satisfaire la production de viande des pays riches, un peu à l'alimentation humaine et de manière croissante aux agrocarburants. Le maïs (32%, principalement aux USA), dont plus de la moitié des surfaces est consacrée à la production d'éthanol pour les voitures. Le colza (5%) est utilisé dans l'alimentation ou dans le diesel...

Donc les PGM nourrissent les cheptels des habitants des pays industrialisés et leurs bagnoles. Après avoir rendu les vaches carnivores, on les fait picorer. Mais si les vaches étaient granivores, elles n'auraient pas quatre estomacs. Les bio- ou plutôt nécro-carburants sont responsables en partie des émeutes de la faim et de millions de morts dans le monde. Leur bilan carbone est désastreux, mais leur bilan financier est par contre très avantageux pour les industriels, à l'image de Sofiprotéol, présidé par Beulin, le patron de la FNSEA, qui bénéficie pour 2013 d'un cadeau fiscal du gouvernement de 54 millions d'euros...

En chiffres

- 1868 millions de personnes sont en état de sous-nutrition.

- La production actuelle pourrait nourrir toute la population et même les 9 milliards projetés pour 2050.

- Quatre plantes se partagent le palmarès mondial (99% en 2011) à elles seules (coton 15%, soja 47%, maïs 32%, colza 5%).

- 4 sociétés se partagent 53% des semences mondiales : Monsanto et DuPont (USA), Syngenta (Suisse) et Limagrain (France).

Contrôler l'humanité

Des mesures contre l'agrobusiness

Ce qui est en jeu, c'est l'indépendance alimentaire, et l'indépendance tout court car celui qui contrôle l'agriculture contrôle l'humanité.

- ★ Les grands groupes doivent donc être expropriés sans indemnités ni rachat

- ★ Il faut en finir avec le pouvoir de l'agrobusiness, source de pollutions, d'érosion, de destruction des petites exploitations, de gaspillage d'eau, de catastrophes sanitaires, et générant des produits peu diversifiés et potentiellement dangereux

- ★ Les productions doivent être décidées démocratiquement sous le contrôle des salariés et des citoyens en tenant compte des impératifs écologiques et de santé.

- ★ Interdiction des OGM

- ★ Réforme de la Politique agricole commune européenne et développement de politiques publiques visant au développement et au soutien de la petite paysannerie

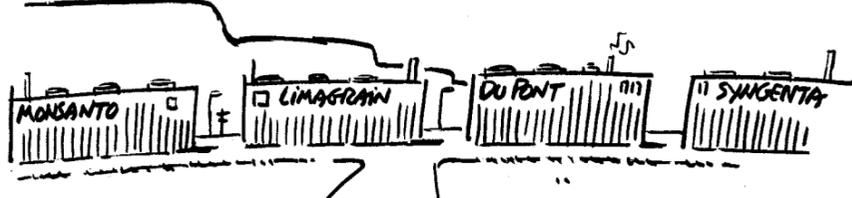
- ★ Suppressions des subventions aux exportations

- ★ Interdiction des intrants chimiques et donc passage à l'agriculture bio

LA BIO-DIVERSITÉ HIÉR : DES MILLIERS D'ESPÈCES...



LA BIO-DIVERSITÉ DEMAIN : 4 ESPÈCES DE CONNARDS !



- FAUJOUR -

DEVOIR D'INSOLENCIE Radicalement antiraciste



«Nique la France et son passé colonialiste, ses odeurs, ses relents et ses réflexes paternalistes/Nique la France et son histoire impérialiste, ses murs, ses remparts et ses délires capitalistes»: ce refrain du groupe Zone d'Expression Populaire, cette colère et ces dénonciations de l'État français, nous les partageons. Mais en mettant des mots et des musiques sur les revendications de nombreux révoltés, le chanteur de ZEP Saïdou, ainsi que le sociologue Saïd Bouamama qui a écrit les textes du livre-album «Nique la France», dérangent. Après les annulations de concerts, les pétitions et les campagnes sur la toile, un groupuscule d'extrême droite a obtenu la mise en examen des deux auteurs pour «injure publique» et «provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence». L'AGRIF – association dirigée par des anciens membres de l'OAS et proches du FN – s'est fait une spécialité d'attaquer des artistes ou militants pour «racisme anti-blanc». Cette expression cache une puissante offensive raciste, largement relayée à droite (par les propositions de loi de députés UMP ou les propos de Copé) mais aussi à gauche (par l'intégration de cet objet dans les statuts du MRAP). «C'est tout de même épatant, et pour le moins moderne, un dominant qui vient chialer que le dominé n'y met pas assez de sien...» (Virginie Despentes). Cette rhétorique du retournement de la domination menace les dominés racisés qui souhaitent s'exprimer contre le racisme et l'islamophobie qu'ils subissent. Nous devons revendiquer le droit à l'insolence antiraciste dans une campagne politique offensive.

En quelques jours, une pétition a déjà recueilli plus de 5000 signatures et des collectifs se montent dans toute la France. Occupations de rue, tables de signatures de pétitions, meetings ou concerts, organisons-nous! Après la victoire d'Houria Bouteldja, elle-même attaquée par l'AGRIF, nous allons travailler à une victoire sans appel pour Saïdou et Saïd Bouamama.

Correspondante

Pour signer la pétition en ligne :
<http://petition.lesinrocks.com/devoirdinsolence/>

Site internet (en construction) :
www.devoirdinsolence.fr

Site internet de ZEP : <http://www.zep-site.com/>

Courriel : devoirdinsolence@gmail.com

Facebook :
<https://www.facebook.com/devoirdinsolence>



Quand le patronat veut «sécuriser» l'emploi...

L'agence de notation Moody's vient de dégrader la note de la dette française, et espère une réforme contre les «rigidités du marché du travail». Patience : Hollande s'en occupe!

Le 13 novembre, lors de sa conférence de presse, le président a à nouveau demandé aux syndicats et au patronat d'aboutir à un «accord historique» pour donner «aux salariés et aux entreprises plus de souplesse et plus de protection face aux aléas de la conjoncture». Une petite phrase hypocrite pour leur demander de faire eux-mêmes des propositions conformes à la logique libérale : aidons les patrons à embaucher en les aidant à licencier!

Mettre fin au CDI

Le lendemain, les trois organisations patronales, le Medef, la CGPME et l'UPA, ont présenté une base de négociation «pour la sécurisation de l'emploi», qui propose notamment :

- d'élargir le recours au contrat de mission ou contrat de chantier, dont la durée est liée à celle du chantier ;
 - de «sécuriser» le licenciement pour l'entreprise, en limitant le délai de recours du salarié devant la justice (un an au lieu de cinq) et en plafonnant le montant des indemnités prononçables par celle-ci ;
 - de faciliter à la fois les licenciements économiques et les reclassements autoritaires. Ainsi, dans le cadre d'un plan social, un salarié se voyant offrir une offre de reclassement «valable» ne pourrait en cas de refus contester en justice son licenciement, et ses indemnités de chômage seraient diminuées ;
 - de développer les accords-compétitivité. Une «modulation du temps de travail et des salaires» pourrait être imposée aux salariés d'une entreprise via un accord majoritaire et pour deux ans, sans aucune garantie en termes d'emplois. Pire : «le refus individuel d'un salarié de se voir appliquer l'accord entraînerait la rupture de son contrat» et «le licenciement n'emporterait pas les obligations liées aux procédures de licenciement pour motif économique»!
- Or les syndicats, conviés à discuter de ce texte qui propose tranquillement d'achever la destruction du CDI et de généraliser le chantage à l'emploi dans les entreprises, réagissent eux-mêmes assez... tranquillement.

Mise en pratique du «dialogue social»...

Pour le négociateur CFDT Patrick Pierron, «ce texte, assez éloigné de ce que l'on veut, ouvre de petites portes. Il a au moins le mérite d'ouvrir la négociation.» Dans le *Nouvel Observateur* (du 21 novembre) François Chérèque se félicite du «pacte de compétitivité» socialiste et ses 20 milliards de cadeau au patronat : «C'est un virage pragmatique, bien venu. Il y a les promesses de campagne et la situation qu'on trouve quand on arrive au pouvoir. Mais nous voulons des contreparties.» Lesquelles? Il faudrait «une modulation des cotisations chômage



selon la durée des contrats» (c'est aussi une proposition de FO en échange d'un éventuel accord) et «l'amélioration des droits des salariés licenciés». Quant aux accords-compétitivité, il est pour, à condition que «les patrons acceptent d'anticiper les difficultés en discutant des stratégies avec les représentants du personnel»!

La CGT a publié en revanche un communiqué virulent («Le Medef veut imposer une régression historique!»), mais qui glisse : «Le Medef refuse de discuter de mutualisation des moyens entre entreprises pour permettre la continuité de l'emploi, de la portabilité ou de la transférabilité des droits.» La CGT se refuse donc à signer un accord avec

le Medef dans de telles conditions (contrairement peut-être à la CFDT et à FO), mais imagine elle aussi ses «petites portes»... Une façon de justifier sa place dans cette galère du «dialogue social». Les patrons ont donc placé, dans leur texte, quelques os à ronger aux syndicats, en leur proposant de discuter pour «améliorer la situation des salariés à contrat court» («accès au logement», «couverture complémentaire» et «droit à la formation»). Ou encore de «renforcer le dialogue social» et «d'améliorer l'information des institutions représentatives du personnel». Flexibilité pour les salariés, sécurité pour les directions syndicales? **Yann Cézard**

ÉVASION FISCALE Un sport mondialisé

Les ennuis, très relatifs, de Google en France et en Grande-Bretagne ne sont que la partie visible d'un immense Mecanno à l'échelle mondiale qui permet aux entreprises et aux riches particuliers de pratiquer ce que l'on nomme pudiquement «l'optimisation fiscale».

L'évasion fiscale consiste à localiser ses bénéfices dans un paradis fiscal ou plus simplement dans un pays où la fiscalité est moins lourde ou inexistante. Le principal outil sont les prix de transfert, c'est-à-dire le prix auquel la filiale d'un grand groupe vend un produit à sa société mère localisée dans un pays à fiscalité favorable. Dans un rapport intitulé «L'économie déboussolée», le CCFD Terre solidaire cite une étude de Simon Pak, professeur à la Pennsylvania State University (USA), qui a découvert dans les échanges entre maisons mères et filiales des multinationales, des choses étonnantes : des seaux en plastique tchèques importés aux États-Unis à

778 euros pièce, des gants de toilette importés de Chine à 3 297 euros le kilo, des lance-missiles exportés en Israël à 42 euros pièce, des sièges de voitures à 1,33 euro l'unité à destination de la Belgique, etc.

Une pratique largement partagée

En Europe, le dumping fiscal est en plein essor et la règle de l'unanimité en matière fiscale interdit toute amélioration. Tout contribuable français connaît maintenant l'Irlande, mais c'est le même mécanisme pour le Luxembourg qui fait partie des dix principales places financières mondiales. Numéro 2 des fonds de placement après les États-Unis, il est le premier centre international de gestion de

fortune de la zone euro. Au large de nos côtes, l'île de Jersey, qui gère 500 milliards d'euros d'actifs, est également réputée pour l'absence d'imposition des non-résidents et la faiblesse de ses droits de succession!

En France, on estime à 10% des recettes la perte liée à l'évasion fiscale via les paradis fiscaux, soit entre 30 et 50 milliards d'euros annuels. Mais ce n'est pas l'apanage des seuls pays occidentaux. Au contraire, la fraude fiscale est massive dans les pays pauvres et les pays émergents. 20% des dépôts des paradis fiscaux proviennent des pays en voie de développement... Il faut abolir les paradis fiscaux, il y a urgence! **Jacqueline Guillotin**

EUROGROUPE ET FMI Le sinistre bal des créanciers

Déjà réunis la semaine dernière, les créanciers ou plutôt les usuriers de la Grèce n'avaient pas réussi à se mettre d'accord sur la façon de continuer à tirer le maximum de profits de leur victime exsangue, ruinée par leurs saignées. Lundi dernier, après 14 heures de discussion, ils ont dû se résigner à débloquer les 44 milliards d'aide qu'ils refusaient de débloquer depuis l'été, la condition pour que l'État

grec ne soit pas mis en faillite. Ils ont aussi entériné un allègement d'environ 40 milliards d'euros du fardeau de la dette. Un allègement minime fait de mesures techniques mais surtout pas un effacement, une annulation qu'ils refusent et combattent. L'accord réduit de 1 point le taux d'intérêt accordé à la Grèce par ses créanciers publics. Il rallonge les échéances de ces prêts de 15 à 30 ans, c'est-à-dire au-delà de 2040. Il reporte de dix ans

le paiement des intérêts au FESF. Dès 2013, la BCE et les banques centrales nationales devraient rétrocéder quelque 11 milliards de profits réalisés sur les obligations grecques. L'Eurogroupe autorise enfin Athènes à racheter ses propres titres, avec une décote probable autour de 60%. Christine Lagarde a affiché l'optimisme de service : «La Grèce est à nouveau sur la voie d'une dette viable». Sinistre mensonge même du point de vue des

usuriers. Les mesures prises ne peuvent rompre la logique infernale dans laquelle ces derniers ont plongé la Grèce. De fin 2008 à fin 2012, le PIB aura dégringolé d'au moins 21%. Les investissements productifs se sont effondrés. Le chômage explose et la misère se répand. Les usuriers de la Grèce ne se préoccupent que de continuer à prélever leur part de richesses sur «la chair» du peuple grec. **Y.L.**

PSA AULNAY-SOUS-BOIS La direction à la manœuvre

Depuis la réunion tripartite à Bobigny le 8 novembre, la direction de PSA continue de dérouler son projet de fermeture du site d'Aulnay et de 8 000 suppressions d'emplois. Chaque semaine elle organise, avec les délégués centraux, des négociations qui sans en avoir le nom préparent les mesures du plan social que les salariés ont rejeté.

Le gouvernement complice

Après la tripartite de Bobigny, le gouvernement s'est complètement retiré laissant la direction de PSA mener son affaire comme elle l'entend, en profitant de la faiblesse du rapport de forces que les salariés réussissent à imposer. La direction refuse donc de discuter séparément la situation d'Aulnay (une fermeture entraînant 3 000 suppressions d'emplois) et de Rennes (1 400 suppressions d'emplois), en prétendant chercher un règlement global. Elle refuse également tout représentant des salariés des entreprises concernées, qui pourtant le réclament aux assemblées générales à Aulnay. L'objectif de PSA est de réussir, mi-janvier, à transférer au moins une partie de la production de la C3 d'Aulnay à Poissy, après quoi les salariés d'Aulnay restant sur le site auraient beaucoup moins de moyens de peser sur la suite. Le «laisser-faire les partenaires sociaux» du gouvernement est une aide directe à la politique de licenciements de la direction.

Les difficultés de mobilisation des salariés

Sur le site d'Aulnay, les divisions syndicales continuent de plomber les capacités de mobilisations des salariés. Après la rupture avec SUD qui reste sur la revendication de non-fermeture et le renoncement officiel de SIA, FO et CFTC à résister à la fermeture, la CGT est seule à appeler aux assemblées générales hebdomadaires, ce qui se traduit par une baisse de leur fréquentation, et aux mobilisations pour tenter d'imposer la présence des salariés, non pas dans les négociations, mais sur les négociations.

Résultat, le 15 novembre, une centaine de salariés d'Aulnay sont allés à Poissy où se tenaient les négociations pour rencontrer leurs collègues et discuter la revendication de départ anticipé pour tous les salariés de 55 ans. Le 22 novembre, la veille du nouveau round de négociation, ils étaient à peu près autant à envahir le congrès des maires de France pour y interpellier la ministre de la réforme de l'État et de la décentralisation sur le thème «Ouvriers licenciés, communes étranglées» et rappeler leur refus de la fermeture d'Aulnay. Au même moment une centaine de salariés débrayaient à l'usine. L'espoir de la CGT d'Aulnay – en reprenant les revendications spécifiques, il y a davantage de mobilisation – s'avère peu efficace. Au contraire, la baisse des chiffres de salariés mobilisés (400 à 500 l'été dernier et en septembre) est un signal que la direction interprète et utilise.

Quelles perspectives ?

Depuis l'annonce du plan, les seuls points forts des salariés de PSA sont la sympathie dans l'opinion et l'attente d'un certain nombre d'équipes syndicales qu'ils puissent cristalliser la résistance contre les licenciements. En effet, le plan de PSA est symbolique de la politique des capitalistes qui s'attaquent à un des bastions de la concentration industrielle, l'automobile. Si les possibilités de construction de la combativité en interne s'obscurcissent, il reste aux salariés et aux équipes militantes à se tourner vers les autres sites de PSA menacés, vers les équipementiers qui vont trinquer (à commencer par Faurécia où un

plan de licenciement est annoncé) et vers toutes les autres entreprises où tombent des plans de licenciements collectifs, dont la liste s'allonge chaque semaine. D'autre part à Florange, la question est posée de la propriété et du pouvoir de décision des patrons de fermer ou non une entreprise. Les travailleurs d'ArcelorMittal et d'ailleurs ne peuvent pas faire confiance au bateleur Montebourg, ni au gouvernement PS pour assumer la confrontation avec le patronat. Aux militants de PSA, de Sanofi, de Faurécia, d'ArcelorMittal, de Ford, de commencer à débattre des réponses que les salariés devraient avancer.

Cathy Billard

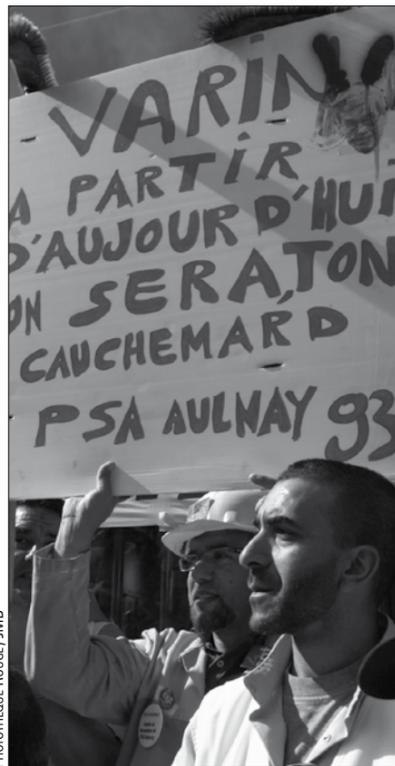


PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

MINISTÈRE DU TRAVAIL La mobilisation continue

Les 21 et 22 novembre se sont tenues à Paris les assises nationales du ministère du Travail et de l'emploi (inspection du travail et services de l'Emploi), à l'appel des syndicats CGT, SUD, FSU et FO. Un succès.

550 agents du ministère se sont retrouvés pendant deux jours pour discuter de l'état des services, de leurs conditions de travail, des attaques contre les droits des salariés et préparer les prochaines mobilisations, alors que le gouvernement prépare la décentralisation des services de l'emploi et une réforme de l'inspection du travail. Les collègues ont fait le constat que les politiques qui ont conduit au suicide de deux inspecteurs en mai 2011 et janvier 2012 continuent. Malgré l'alternance gouvernementale, c'est la poursuite des suppressions de poste (141 pour cette année), de la réorganisation permanente, de la division des agents par la rémunération au mérite, des objectifs chiffrés sans rapport avec les demandes et les problèmes des salariés, de l'application des méthodes de management qui font des ravages à La Poste ou France Télécom.

Une plate-forme revendicative

Les deux jours de débat ont fait ressortir le mal-être et les inquiétudes causées par ces politiques, mais aussi le plaisir de se retrouver entre collègues pour échanger et la colère face au démantèlement des services. L'accent a été mis sur la nécessité de prendre des initiatives au quotidien pour préserver et reconstruire les collectifs de travail. Les assises se sont conclues par l'adoption d'une plate-forme revendicative et d'une discussion sur les formes que pourrait prendre la mobilisation. Tout en poursuivant les actions de boycott et de désobéissance, les agents ont acté le principe et la nécessité d'un mouvement de grève pour faire barrage aux prochaines réformes et s'adressent aux autres secteurs de la fonction publique pour coordonner et amplifier les luttes contre la politique du gouvernement.

Le succès de ces assises et la tonalité des débats montrent que les agents du ministère du Travail restent mobilisés. Il s'agit maintenant de faire vivre les décisions prises.

Comité inspection du travail / emploi Île-de-France

ARCELORMITTAL Pour une nationalisation 100% publique sous contrôle des salariés

« **L**e syndrome de Vilvoorde » – emblématique de tous les renoncements de la gauche plurielle – voilà à n'en pas douter ce qui amène le président et son gouvernement à monter au créneau contre le géant Lakshmi Mittal, Montebourg parlant même de «nationaliser» le groupe France. Pourtant, la famille Mittal s'indigne publiquement et Montebourg s'empresse de calmer le jeu... et Hollande de recevoir Mittal mardi 27 novembre. Ne rien faire en ces jours décisifs pour Florange serait catastrophique pour un gouvernement socialiste de plus en plus impopulaire. Au moins, faisons mine d'agir...

Les trois conditions

La posture anticapitaliste adoptée par le PS témoigne aussi de la montée de l'idée d'appropriation publique, d'expropriation, de réquisition même. Mais il faut préciser au moins 3 points. – Cette nationalisation ne peut être partielle : le site de Florange est fournisseur et client d'autres sites de ArcelorMittal France. Dans le contexte de la crise du capitalisme, dans la situation de très fort endettement du groupe ArcelorMittal, les sites de Dunkerque et Fos sont également en danger. Pour la sauvegarde de tous les emplois, des

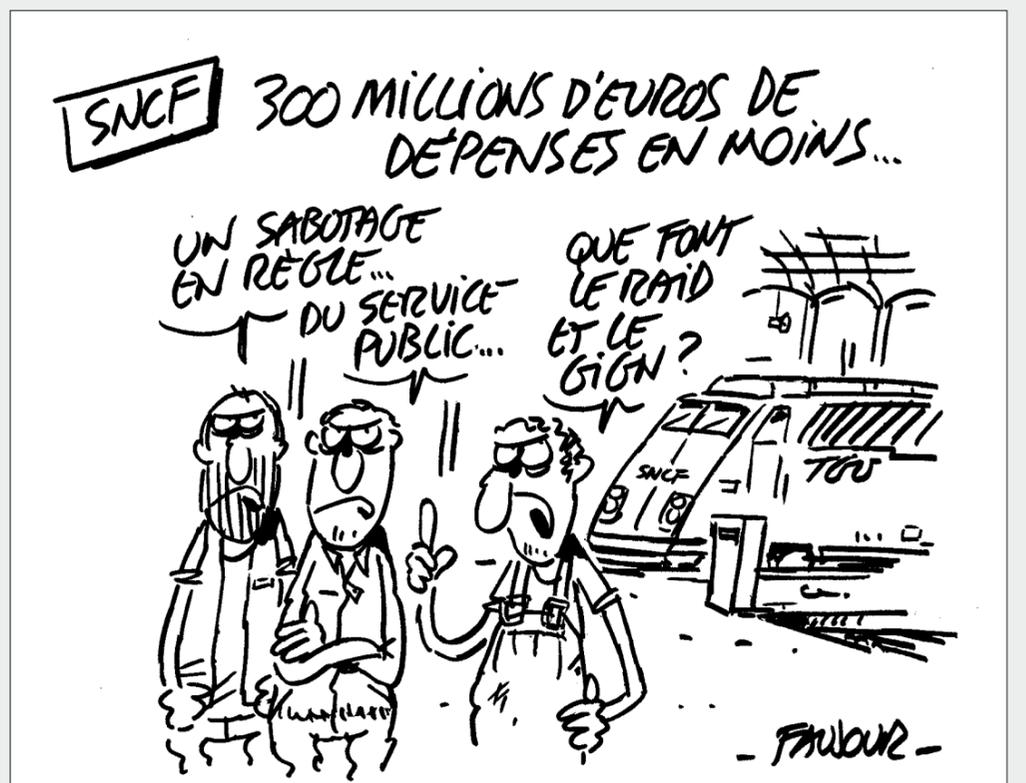
20 000 emplois d'ArcelorMittal-France, il faut une politique cohérente, une nationalisation totale.

– Cette nationalisation, évidemment, ne peut être temporaire, ce serait une imposture à l'anglaise ou à l'américaine : investissements publics massifs pour redémarrer les hauts fourneaux pour préparer les profits des actionnaires-repreneurs ! Nouvelle socialisation des pertes, privatisation des gains, non merci ! Ce scénario n'est que trop connu dans les vallées de la Fensch et de l'Orne.

– Cette nationalisation ne peut donner lieu à indemnisation : les subventions publiques ont été abondantes, la charge de l'indemnisation du chômage partiel a été publique et les impayés d'impôts d'ArcelorMittal sont estimés à 1,3 milliards d'euros. Donc plus un euro pour les actionnaires ! Tout le secret qui entoure l'approche de repreneurs éventuels est absolument humiliant pour les salariés et n'indique rien de bon. Les «investisseurs» de demain ne seraient pas plus «sérieux» ni plus «vertueux» que ceux d'hier. Collectivement, nous devons prendre confiance en nous-mêmes, ouvriers, administratifs, techniciens, cadres et ingénieurs, nous devons apprendre à nous passer d'eux !

Fernand Beckrich

SNCF Économies contre sécurité du travail



Bien mauvaise idée que ces «économies» annoncées par la direction de la SNCF au moment même où le syndicat SUD annonce que 9 cheminots sont morts en 2012, avec déjà 6333 accidents du travail. Et chaque jour, 17 cheminotEs sont en moyenne victimes d'accidents du travail. Depuis des années ils/elles payent ainsi la politique de réduction des coûts. Ce n'est pas «la faute à la fatalité». Les raisons sont connues : diminution des effectifs, destruction des collectifs de travail, formation insuffisante, encadrement surchargé de tâches annexes, course à la productivité.

Les comités en action !

À Alençon (61), on s'oppose aussi à l'Ayroulport !

Dès le vendredi 23 novembre, le réseau local de résistance au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes d'Alençon s'activait à l'annonce des opérations policières d'expulsion. Un communiqué de presse partait et samedi, nous nous sommes retrouvés à une cinquantaine devant la préfecture à l'appel de la Confédération paysanne, Solidaires, EELV, PG et NPA.

Ensuite un cortège dynamique – reprenant slogans et chanson contre l'aéroport, le gouvernement et Valls – s'est rendu sur la place du centre ville où se tient le marché traditionnel du samedi matin. Un communiqué reprenant les raisons de notre opposition à ce projet antiécologique et antisocial a été lu par des représentantEs de toutes les forces présentes.

À la demande de la Confédération paysanne, les manifestants se sont rendus à la permanence du nouveau député PS de la circonscription, maire de la ville. Nous y avons collé affiches et tracts sur la porte, et bombé sur la route «NON à l'aéroport, Résistance». Nous avons convenu de nous retrouver prochainement pour monter un comité contre l'aéroport et organiser de nouvelles initiatives.



Le comité de Dinan (22) avec les chômeurs

Lors de sa dernière réunion, le comité NPA de Dinan a décidé d'être présent de façon régulière devant Pôle emploi avec distribution de tracts. En effet, de toutes les Côtes-d'Armor, la région est la plus touchée par la hausse du chômage. Les files d'attente s'allongent quelquefois jusqu'au sas de sortie. Retards de paiement, indemnisation compliquée pour les intérimaires, demande d'acompte, tout cela tente de se régler à l'accueil sans aucune confidentialité.

Convocations inutiles, interventions d'officines privées en tout genre, prestations bidon, tracasseries administratives et bien sûr, manque de boulot. Nombreux sont les privés d'emploi qui sortent de là, la rage au ventre ! Les aider à comprendre, voilà pourquoi on en est là. Exposer les idées de notre parti, tel est le but. Donner envie de nous rejoindre, pourquoi pas ?

NPA Paris 18^e: Café-débat sur Sankara

Le comité NPA de Paris 18^e a organisé le jeudi 22 septembre son troisième café de quartier dans le bar «les Chiffons» (90 rue Marcadet dans le 18^e), avec la projection, suivie d'un débat, du documentaire «Thomas Sankara, le Che africain».

Cela a attiré près de quarante personnes, dont des sans-papiers, des jeunes du quartier fascinés par la figure de Sankara et des habitantEs du 18^e, pour certainEs originaires du Mali ou du Burkina pour d'autres venuEs simplement s'informer.

Entre inspiration et retour critique, l'issue tragique de Sankara a amené le débat sur la responsabilité de la domination néo-coloniale française mais aussi sur les limites de l'implication de la population burkinabé dans le processus révolutionnaire. Un prochain débat est programmé le 20 décembre sur «L'engagement, pourquoi, comment ?» en présence d'Olivier Besancenot.

campagne emploi

Salaires : un chantage insupportable

«Accepteriez-vous une baisse de salaire pour conserver votre emploi ?». Le Parisien, l'Expansion, le Figaro... posent tous la même question. La répétition insidieuse de ce type d'«enquêtes» et autres sondages vise à nous faire accepter l'idée que des sacrifices seraient nécessaires pour soit-disant sauver l'essentiel. Notre réponse est définitivement non !

Salaires et crise : les chiffres

Les pays d'Europe où les salaires sont les plus faibles ne s'en sortent pas forcément mieux : le salaire horaire des travailleurs portugais ou grecs, par exemple, sont parmi les plus faibles d'Europe (12,55 et 15,85 euros) et on sait que les taux de chômage dans ces deux pays ont explosé : 15,9% au Portugal, 24,4% en Grèce... De leur côté, les pays où les salaires sont les plus élevés (31,98 euros l'heure en Allemagne et 40 euros en Belgique, avec des taux de chômeurs respectifs de 5,5% et 7,4%) ne sont pas automatiquement les plus frappés par la crise.

Accords-compétitivité : les patrons tiennent-ils parole ?

Nous n'avons rien à gagner à la baisse de nos salaires : les travailleurs de différentes entreprises ont parfois accepté des baisses de salaires ou une augmentation de la durée du travail, en échange

de promesses de «maintenir l'emploi», comme à Continental-Clairoix en 2008 ou à General Motors Strasbourg en 2010... Résultat : Continental a fermé et General Motors est aujourd'hui menacé.

C'est le résultat de la politique des «accords-compétitivité» que le patronat est en train de chercher à généraliser. Depuis 2007, les patrons de l'industrie automobile états-unienne ont fermé une quinzaine de sites de production et les salaires à l'embauche (protection sociale comprise) ont diminué de moitié. Fiat a profité de la signature de tels accords en 2010 et 2011 pour licencier de ses usines italiennes les délégués syndicaux qui n'acceptaient pas de signer... Et annonce il y a deux mois qu'il allait revenir sur ses engagements de nouveaux investissements en raison «des nouvelles conditions sur le marché de l'automobile au niveau européen et international», à moins que le gouvernement italien ne lui verse des aides massives...

C'est ce type d'accords que la direction de Renault vient de signer avec les syndicats espagnols et qu'elle cherche à imposer aujourd'hui en France. Quant au gouvernement, s'il reprend le langage patronal de la «compétitivité», ce n'est pas un hasard : son objectif est de généraliser cette politique.

Une question de rapport de forces

En réalité, le niveau du salaire et du chômage ne sont pas seulement des questions «économiques» sur lesquelles nous n'aurions aucune prise, un peu comme le cours de la Bourse. C'est aussi, et surtout, une question de rapport de forces. Accepter de reculer sur les salaires ou sur les conditions de travail est toujours interprété par les patrons comme un signe de faiblesse de notre part. Et cela les encourage à pousser leur avantage. Sous prétexte de maintien de l'emploi ou non, rien à gagner à ce type de chantage patronal !

Xavier Guessou

PRESSE DU NPA Le débat est ouvert

Si vous êtes un lecteur ou une lectrice régulierE de Tout Est à Nous ! hebdo, vous aurez peut-être remarqué – en tout cas nous l'espérons – que depuis quelques semaines, le journal a changé et, nous pensons, s'est amélioré.



PHOTO THÉQUE ROUGE/MILO

Sur la forme, la maquette a été retravaillée. Sur le contenu, nous avons commencé à réorganiser les rubriques (avec notamment l'apparition d'une rubrique régulière sur l'activité des comités), à diversifier les sujets, ou à améliorer NPA arguments (le dossier des pages centrales)... Nous n'avons évidemment pas les moyens de la grande presse. Par contre, une de nos plus grandes richesses, encore assez inexploitées, se trouve dans les talents et les expériences multiples des milliers de membres, de sympathisantEs et de lectrices et lecteurs de notre organisation. Un des enjeux des mois à venir est donc de trouver les moyens de capter toute cette richesse, afin que *Tout est à nous!* devienne le journal de ses membres et ses lecteurs, l'outil le mieux adapté pour une intervention anticapitaliste dans les entreprises, les quartiers et au sein de la jeunesse.

L'actualité d'une presse anticapitaliste

La presse, y compris militante, connaît dans l'ensemble des jours difficiles et la diffusion de nos propres publications, au sein du parti et dans son rayonnement, est loin d'être à la hauteur des possibilités. Dans le cadre de la préparation de notre congrès national qui se tiendra en février 2013 nous commençons à débattre d'une large série de questions. Parmi celles-ci la discussion sur l'ensemble de nos moyens de communication a toute sa place (hebdomadaire, revue mensuelle, site internet...). Ce débat est un enjeu à la fois dans la diffusion de l'orientation du NPA, de ses débats, mais aussi dans sa construction et son fonctionnement.

Notre prochain congrès va devoir prendre des décisions sur l'avenir de notre système de presse, en particulier en ce qui concerne notre hebdomadaire. Même si nous pensons qu'il est nécessaire de conserver notre hebdomadaire et de continuer à l'améliorer, nous ne pouvons pas faire l'économie d'un certain nombre de réflexions et de décisions. Comment par exemple articuler de façon plus pertinente notre presse écrite et les nouveaux moyens de communication que constituent les sites internet et les réseaux sociaux, de façon notamment à être plus réactif à l'actualité sans rien sacrifier à l'élaboration et à l'analyse ? De plus, il va falloir à l'avenir mieux définir la place et le rôle de chacun des médias dans l'élaboration du NPA, et certainement construire plus de ponts entre les différentes publications écrites (en termes de thématiques abordées notamment) qu'il n'en existe aujourd'hui. Quels rythmes pour quels contenus ?

Les opinions des lecteurs et des lectrices sur toutes ces questions nous intéressent. Quel contenu, quelle forme pour l'expression des anticapitalistes aujourd'hui ? Quels changements pouvons-nous apporter à notre système de communication, à notre presse pour gagner en qualité, en efficacité ? L'avenir de notre presse et la forme qu'elle prendra dépendra dans une large mesure des réponses apportées à toutes ces questions lors des débats de notre congrès. Il appartient à chacunE d'apporter sa contribution à la réflexion : toutes et tous sur vos claviers, écrivez-nous : redaction@npa2009.org

Le comité de rédaction de *Tout est à nous!* hebdo

EXPOSITION **Entre « bouche d'ombre » et « voix intérieures »**

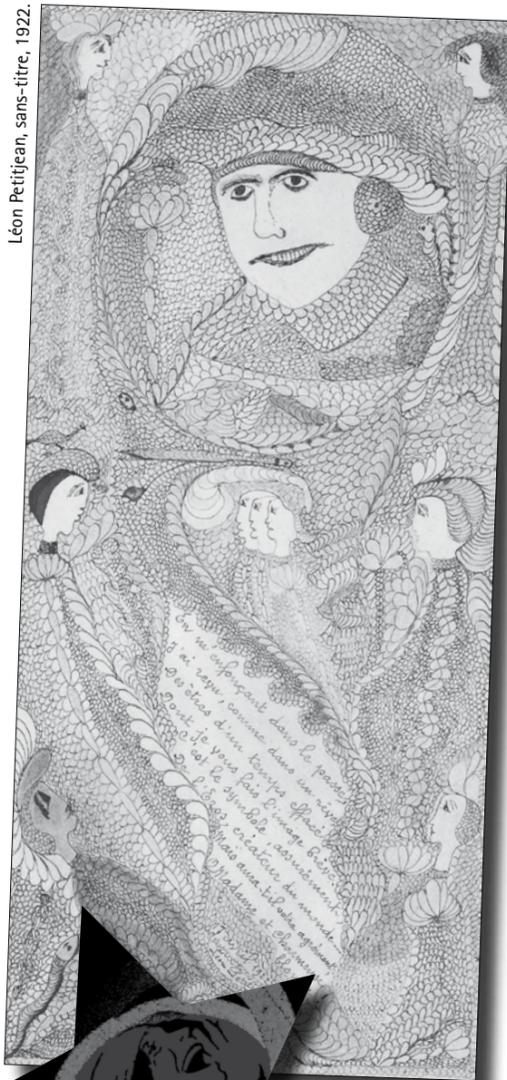
La maison de Victor Hugo à Paris consacre une belle exposition (jusqu'au 20 janvier 2013) aux expériences spiritistes du poète proscrit et de ses proches entre 1853 et 1855, ainsi qu'à divers « artistes médiums » qui les ont prolongées chacun à leur façon.

Rien n'aurait dû percer de ces expériences. « Les tables nous demandent le silence et le secret », écrivait Hugo à Delphine de Girardin, passée à Jersey initier sa famille et ses proches au dialogue avec les « tables tournantes », ou plutôt « parlantes », activité dont la vogue partie des États-Unis envahissait alors l'Europe. Mais les tables en avaient trop dit et les « esprits » avaient été si disert que les *Contemplations* (1856) ne purent que relayer leurs « messages » cryptés, depuis Léopoldine s'exprimant dix ans après sa mort jusqu'au Christ et à ses saints intronisant le poète en messie d'une nouvelle religion. Chaque séance (ce fut longtemps tous les soirs) donnait lieu à d'abondants comptes rendus accompagnés de dessins ou de poèmes dont la publication ne commença qu'en 1923 et devrait s'achever en 2013. Confrontés à la production littéraire et graphique d'Hugo à partir de 1853, ces documents révèlent tout ce qu'elle doit à ces influences « spiritistes ». Empruntant son titre, *Entrée des médiums*, à un texte d'André Breton (1922) consacré aux « sommeils » de Robert Desnos, cette exposition n'est pas la première sur le sujet (il y eut ainsi « Victor Hugo et le spiritisme » en 1985 à la bibliothèque Sainte-Geneviève) mais à coup sûr la plus complète. Elle le doit à l'exceptionnelle richesse des archives de la Maison de Victor Hugo (surtout pour ce domaine « secret »), mais aussi à tout le soin déployé par ses concepteurs à rassembler et à mettre en écho les témoignages les plus significatifs et spectaculaires de cette « période des tables ». Car elles « parlaient » sur tous

les registres avec des traces de tous ordres, poèmes, dessins, mais aussi photographies, objets ou éléments du paysage paraissant de la sorte « hantés » en permanence, tel ce *Dolmen où m'a parlé la bouche d'ombre* que le poète des *Voix intérieures* (1838) dessina près de la baie du Rozel. On ne sait trop pourquoi ces expériences furent abandonnées, lassitude, crainte de la folie ou départ pour Guernesey... À suivre l'exposition, ces séances, quoique secrètes, formeraient comme un prélude à la reconnaissance publique d'artistes « médiumniques » tels Victorien Sardou et Hélène Smith, pour ne citer que les plus connus de ces créateurs ici représentés par plus d'une centaine d'œuvres et de documents. Ces prolongements nécessaires sont complétés, à titre historique, de comptes rendus de douteuses mises en scène de « matérialisation des esprits » illustrant les développements du spiritisme au début du XX^e siècle. L'exposition dérape un peu, ou plutôt son très élégant catalogue dans les pages mal informées dues aux sommités de « l'Institut Métapsychique », en incriminant les surréalistes (dont sont montrées diverses œuvres « automatiques » ou « médiumniques ») d'avoir « fait les poches des spiritistes et des métapsychistes », comme si Marguerite Bonnet n'avait pas fait justice de cette imputation remontant à Jean Starobinski : chez eux et Breton notamment, nulle croyance aux esprits ou à une quelconque « bouche d'ombre », le plus complet matérialisme athée dans la prise en compte des « voix intérieures ». À ce pesant défaut près, l'exposition est des plus réussies.

Gilles Bounoure

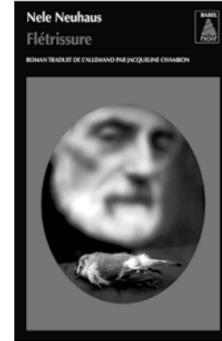
Léon Petitjean, sans-titre, 1922.



Polar

FLÉTRISSURE, NELE NEUHAUS,

traduit de l'allemand par Jacqueline Chambon, Babel noir, Actes Sud, 2012, 496 pages, 9,70 euros



David Goldberg, rescapé des camps nazis et figure éminente de la communauté juive de Francfort, est retrouvé assassiné un beau matin dans sa maison. Le meurtre à tout l'air d'une exécution en règle, mais qui

pouvait bien en vouloir à ce point à un vieil homme de 92 ans ? Pourtant, cette image de respectabilité semble dissimuler bien des secrets. Lorsque l'autopsie démontre, en retrouvant un tatouage sur son bras, que le vieil homme a fait partie des SS dans sa jeunesse, l'affaire prend un tour explosif pour les inspecteurs Kirchoff et von Bodenstein. Les amateurs retrouveront dans ce polar tous les ingrédients classiques qui ont fait le succès du genre : des apparences trompeuses, des intuitions fulgurantes, un scénario habilement mené, des personnages bien bossés et de nombreux cadavres, pas seulement dans les placards. Neuhaus joue habilement avec les fantômes qui continuent à hanter l'imaginaire allemand. La famille Kaltensee, modèle de dynastie industrielle, évoque la famille Quandt – propriétaire de la firme BMW – et les scandales liés à l'utilisation de main-d'œuvre déportée, à l'origine de la fortune familiale. En contraignant les inspecteurs à fouiller dans le passé, l'enquête prend un tour politique, entremêlant SS et Stasi, magouilles politiciennes et recherche de la vérité. L'auteur nous dépeint par la même occasion la haute société de Francfort et ses familles aristocratiques, encore nostalgiques de leur Prusse aux grands châteaux et aux vastes domaines. Von Bodenstein évolue également dans ces sphères, ce qui le place à l'opposé des figures habituelles d'enquêteur alcoolique et dépressif – une variation intéressante qui marque surtout qu'à la différence du néo-polar français qui est une attaque en règle contre le système social, ses valeurs et ses règles, ce polar laisse indemne l'État et la société existante. Il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'une plongée intéressante dans l'Allemagne contemporaine.

Henri Clément

1. « BMW : la famille Quandt rattrapée par son passé nazi », *Libération*, 22 novembre 2007

POLAR

LA VÉRITÉ SUR L'AFFAIRE HARRY QUEBERT, Joël Dicker, Éditions De Fallois - l'Âge d'Homme, 2012, 22 euros

Voici un bouquin couvert de prix, et dont le propos est intéressant. Il s'agit bien d'un polar – un crime est commis, une enquête minutieuse est faite, les rebondissements et fausses pistes sont multiples, et l'assassin est démasqué à la fin. Respect des règles, donc. Le fait que le « détective » est un écrivain, et un possible suspect un autre écrivain, amène à une réflexion sur la création littéraire aux prises avec le fait-divers et ses retombées en termes de vente. De plus, l'action se passe aux USA, et la forme se veut celle d'un roman américain traduit (il y a des notes en bas de pages !). Mais le résultat ? Pas vraiment à la hauteur de l'ambition : les éléments « en plus » paraissent surajoutés, et l'impression finale de ces 664 pages est celle d'un polar un peu décalé.

Paul Louis Thirard

MUSIQUE

« ANTHOLOGIE » Lili Boniche (World Village)

Quand on a découvert *Alger*, *Alger* du regretté Lili Boniche sur un vieux 45 t Dounia grésillant, dont la voix émergeait miraculeusement du sillon pour dissiper un instant le bruit de fond occasionné par la poussière incrustée, on ressent presque de la gêne à l'écouter dans la pureté d'un son digitalisé. Comme pour toute madeleine de Proust, ici aux saveurs contrastées de gâteaux au miel et de pain azyme, on aimerait conserver l'impression qu'il suffit de fermer les yeux pour voir défiler la ville blanche en panorama, comme dans un film des années trente, en noir et blanc évidemment. Pourtant, si Lili Boniche chanta l'amour et la joie de vivre, *Alger*, *Alger* constitue le plus poignant témoignage du déracinement entre son choix de la France et sa culture si particulière, l'enracinant historiquement dans la civilisation arabe, matinée d'influence andalouse. Ce titre, moitié en français, moitié en arabe, annonce les grands déchirements à venir et résonne étrangement dans le contexte actuel. Signalons aussi ses émouvantes reprises en « dialectal algérien » de *la Mama d'Aznavor* et bien sûr de *Bambino* d'une autre orientale, Dalida.

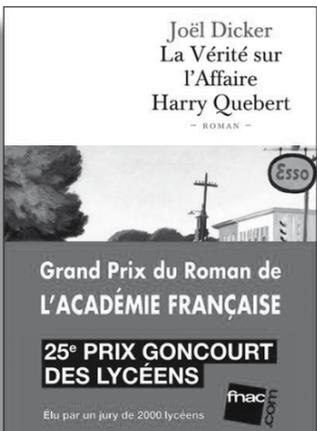
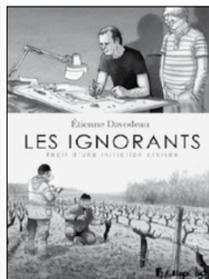
King Martov

BANDE DESSINÉE

LES IGNORANTS, Etienne Davodeau, Futuropolis, 2011, 272 pages, 24,90 euros

Un auteur de bande dessinée s'installe trois mois chez un ami vigneron dans l'Anjou. L'échange consiste à initier l'autre à la passion du premier. Commence alors la taille de la vigne, alternée avec des rencontres de dessinateurs évoquant leur métier, les contraintes du livre, de l'impression... On y découvre la passion d'un viticulteur, ses relations avec d'autres installés en biodynamie, et puis le hasard des rencontres fait parfois bien les choses. Rendait visite à Guibert (l'auteur à succès du *Photographe*), ils apprennent que les protagonistes de la BD, deux médecins, font maintenant du vin dans le sud-ouest. Avec Gibrat par exemple, auteur du *Sursis* et de *Matteo*, on explore un monde de la nouvelle bande dessinée où le plaisir de lire s'accorde parfaitement avec celui d'un bon coteaux-du-Layon. Les deux ignorants s'apprennent chaque jour le plaisir de la vendange comme du salon de la bande dessinée. Le gris des pages sur l'Anjou est bon comme un vent frais de novembre, comme la douce chaleur des caves dans le Jura.

Christophe Goby



Faust et l'homme ordinaire

Création de La Compagnie Jolie Môme

En 1525, la misère écrase les campagnes allemandes. Alors que l'immense Saint-Empire-Romain-Germanique est ébranlé par les écrits de Luther, un certain Thomas Münzer va beaucoup plus loin et incite des milliers de paysans au soulèvement. Il propage l'idée que l'on pourrait bientôt élaborer sur terre... le paradis pour tous ! Dieu, Diable et Dignitaires ne peuvent risquer de perdre ainsi leur Monopole. Le Docteur Faust, éminent intellectuel, est tourmenté par les choix qui se présentent à lui. Ses prises de position seront décisives dans une Allemagne en effervescence où le merveilleux et la poésie viennent côtoyer le sordide.

Du 16 nov. au 16 déc. 2012

La Belle Étoile, 14 rue Saint-Just, La Plaine - Saint-Denis. Jeudi, vendredi et samedi à 20h30. Dimanche à 16h

Réservations conseillées au 01 49 98 39 20. www.cie-joliemome.org

Accès Métro Ligne 12 : Porte de La Chapelle ou Front Populaire Bus 153 - 302 - 139 - 239 arrêt Eglise de La Plaine ou Métallurgie. Tarif 18 et 12 euros. Petite restauration possible sur place.

S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Hebdo	Hebdo + Mensuel	Désignation du compte à débiter	
Tarif standard <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	CODE ÉTABLISSEMENT	CODE GUICHET
Jeunes/chômeurs/précaires <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre	N° DE COMPTE	
J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :		CLÉ RIB	Date :
ORGANISME CRÉANCIER : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) - 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex. Numéro spécial d'émetteur : 554755		Signature : _____	
Titulaire du compte		Établissement teneur du compte	
Nom :		Banque :	
Prénom :		Adresse :	
Adresse :		Code postal :	
Code postal :		Ville :	
Ville :		Mail :	

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an
	28 €	56 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an
	22 €	44 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an
	50 €	100 €

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an
	20 €	40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an
	38 €	76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



GEORGES IBRAHIM ABDALLAH

Le gouvernement opposé à sa libération

Une fois encore dans le dossier Georges Abdallah, l'État français nous démontre sa servilité envers l'administration US et ses amis israéliens. À peine le tribunal d'application des peines avait-il prononcé le 21 novembre son expulsion vers le Liban, ce que Georges souhaite depuis de nombreuses années, que le Parquet, c'est-à-dire le représentant du gouvernement, faisait appel de la décision. C'est ce même gouvernement qui, la semaine précédente, accueillait en grande pompe le criminel de guerre Nétanyahu, quelques jours avant la nouvelle agression de l'armée sioniste sur le peuple de Gaza...

Le plus ancien prisonnier politique en France

En 28 ans de détention dans les prisons françaises, Georges Ibrahim Abdallah, militant communiste révolutionnaire libanais a gardé intact ses convictions politiques et son engagement solidaire au côté des peuples en lutte, et tout particulièrement au côté du peuple palestinien. Il aurait pu sortir de prison depuis longtemps s'il avait fait acte de repentance et de soumission. Ce que lui reprochent les autorités françaises à la botte des États-Unis, c'est d'affirmer qu'aujourd'hui encore, si son pays était de nouveau occupé par une armée étrangère, il serait toujours, avec ses moyens, un opposant résolu.

On était en droit de penser que la nouvelle garde des sceaux, connue pour ses anciens engagements anticolonialistes, résisterait

aux pressions internationales, et qu'elle serait sensible aux derniers éléments apparus dans le dossier, tel la « confession » d'Yves Bonnet, ancien chef des services secrets (DGSE) qui admet lui-même que la France n'avait pas respecté sa parole dans l'affaire Abdallah et qu'il devrait être libéré depuis longtemps... Il n'en est rien. Aujourd'hui Georges Abdallah est le plus ancien prisonnier politique en France. Il est détenu à Lannemezan, non à Guantanamo ! Il en va donc de notre responsabilité collective que la mobilisation se développe. De nombreux rassemblements, manifestations, pauses de banderoles, ont eu lieu au cours des derniers mois. Il faut intensifier cette campagne. C'est pourquoi le collectif pour sa libération appelle les associations et organisations anti-impérialistes à multiplier les actions pour exiger sa libération immédiate et sans conditions.

Alain Pojolat

RASSEMBLEMENT

VEND. 7 DEC. A 18H30

devant la Chancellerie
Place Vendôme à Paris
M° Opéra

En bref

À Lisieux(14), soirée contre la vidéo-surveillance

Il y a quelques semaines, la municipalité UMP de Lisieux prenait sans aucune concertation préalable de la population, la décision d'installer 19 caméras de vidéo-surveillance dans la ville, alors que l'opposition PS et EÉLV s'abstenait, car voulant y associer des emplois d'avenir...

Suite à cette décision, le collectif Résistance en Pays d'Auge (dont fait partie le NPA Lisieux) a décidé d'organiser une soirée débat le vendredi 23 novembre afin d'informer les lexoviens sur ce sujet. Après la projection du film documentaire « Caméra City », un débat contradictoire a eu lieu en présence de Daniel de la Crouée, maire adjoint UMP chargé du dossier, de Laurent Sodini, conseiller municipal et régional PS, de Sabine Michaux, conseillère municipale EÉLV, de Noé Leblanc, spécialiste en vidéo-surveillance, de Camille Polloni, journaliste à Rue 89 et de Miguel Segui, membre de la commission quartiers populaires du NPA. Devant une assistance d'une soixantaine de personnes, cette soirée a mis en évidence l'inutilité de ces caméras en matière de sécurité ainsi que leur coût faramineux, l'argent public étant capté par des entreprises privées. Le non-respect de la liberté individuelle a également été dénoncé, ces caméras permettant une intrusion scandaleuse dans la vie privée. À noter également désengagement de l'État qui déplace le problème vers les collectivités locales.

Plus d'informations sur : <http://www.resistancesdupaysdauge.org/>

Paris 20°: Valls protège les intégristes

Incroyable déploiement policier, samedi 24 novembre dans le 20^e arrondissement parisien. Le but : protéger la trentaine d'intégristes de « SOS Tout-petits » venus prier aux abords de l'hôpital Tenon pour célébrer le 26^e anniversaire de leur action d'éclat fondatrice, quand ils avaient envahi et saccagé le centre IVG, terrorisant les patientes et les personnels.

À l'initiative du collectif local unitaire, dont la lutte avait arraché il y a un an et demi la réouverture du centre IVG, près de 200 manifestants s'étaient rassemblés pour signifier aux intégristes qu'on ne les laisserait pas venir faire leur loi. La gauche politique et syndicale était au rendez-vous, avec une présence significative de l'UL CGT, de Solidaires et du NPA.

Parmi les participants, bloqués à bonne distance de l'hôpital par des dizaines de CRS, la réflexion la plus courante était que malgré tout, le changement se note : avant, la droite protégeait les anti-IVG mais on pouvait manifester devant l'hôpital ; maintenant, seuls les intégristes ont le droit d'en approcher...

Le chiffre

34 millions

D'après le rapport annuel d'Onusida, c'est le nombre de personnes vivant avec le virus du sida fin 2011, soit 0,8% de la population mondiale adulte (15-49 ans). Sur la seule année dernière, 2,5 millions de personnes ont été nouvellement infectées et 1,7 million sont décédées de la maladie. Un chiffre en recul de 5,6% par rapport à 2010.



« L'argent est plus utile que la pauvreté, ne serait-ce que pour des questions financières ».

Woody Allen

SOUSCRIPTION 2012 PAS D'AUSTÉRITÉ POUR LE NPA !

La souscription permet une déduction fiscale des deux tiers du montant versé : Vous donnez 3 euros, le parti en reçoit 3, l'État vous en déduira 2 sur vos impôts !

Deux moyens de paiement :

Le chèque et la carte bleue (<http://www.npa2009.org/souscription>)

Une seule adresse pour envoyer vos chèques :

Npa souscription 2012 - 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Un seul ordre pour vos chèques :

Npa souscription

Une seule limite de datation et d'envoi :

Avant le 31 décembre 2012 à minuit

Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque :

Précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port

Si deux noms apparaissent sur le chèque :

Précisez à qui imputer le don

Une seule adresse pour vos questions :

Souscription@npa2009.org

Olivier Besancenot à Madrid



Pour la solidarité, contre l'austérité. Samedi 24 novembre, notre camarade a participé à une conférence de presse en soutien aux prisonniers politiques basques, dont Aurore Martin. Il est aussi intervenu dans un meeting international contre l'austérité organisé par Izquierda Anticapitalista, meeting qui a réuni plus de 250 personnes. (DR)



« Je dis à l'UMP qu'il est toujours possible de s'améliorer : regardez le Parti socialiste... »

NAJAT VALLAUD-BELKACEM,
PORTE PAROLE DU GOUVERNEMENT,
JEUDI 22 NOVEMBRE SUR LCI

TOUT est à nous !

hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste

Rédaction : 01 48 70 42 27

Diffusion : 01 48 70 42 31

diffusion.presse@npa2009.org

Administration : 01 48 70 42 28

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Mail : redaction@npa2009.org

Numéro ISSN : 1969-8178

Commission paritaire : 0414 P 11508

Tirage : 6500 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)

SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)

Gérant et directeur de publication :

Ross Harrold

Impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél. : 01 48 70 42 22

Fax : 01 48 59 23 28

mail : rotoimp@wanadoo.fr

